

JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE AUTONOME DU TOGO

LOIS ET DECRETS

ARRÊTÉS, DÉCISIONS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES

PARAÎSSANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ**ABONNEMENTS**

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies . . .	200 fr.	500 fr.
Etranger	1200 fr.	650 fr.

Prix du numéro { An comptant, à l'imprimerie : 50 fr.
Par porteur ou par la poste.
Togo, France et Colonies : 65 fr.
Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements et annonces sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

la ligne	50 f
Minimum	200 f
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum	200 f

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du reste du Journal.

SOMMAIRE**ACTES DE LA RÉPUBLIQUE AUTONOME DU TOGO****DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES****PREMIER MINISTÈRE**

Décret n° 56-5 du 16 novembre 1956 autorisant la construction et l'exploitation d'installations portuaires provisoires	84
Décret n° 56-6 du 16 novembre 1956 fixant les conditions d'occupation temporaire par la Société Minière du Bénin, d'une partie du domaine public maritime	86
Arrêté interministériel n° 1/ITM. du 20 septembre 1956 fixant la composition des cabinets ministériels	89
Arrêté n° 5/PM/EP. du 13 novembre 1956 portant modification à l'arrêté n° 147/P. du 13 février 1952, fixant le statut général des cadres supérieurs et locaux du Togo	90
Arrêté interministériel n° 6/ITM. du 21 novembre 1956 autorisant les gérants des bureaux de plein exercice des Postes et Télécommunications à vendre des timbres fiscaux	90
Décision n° 16/D/PM. du 22 novembre 1956 accordant une avance sur indemnité aux ministres	91
Arrêté n° 24/PM. du 24 novembre 1956 fixant le montant de l'indemnité annuelle attribuée aux	

membres du Conseil du Gouvernement	91
--	----

Arrêté n° 29/PM. du 24 novembre 1956 portant modification des taxes principales et accessoires afférentes aux colis postaux du régime de l'Union Française	91
--	----

Arrêtés et décisions chargeant des affaires courantes, portant nomination, tableau d'avancement, promotion, affectations, mutation, constatant absence, cessation de fonctions, révocation, accordant allocations, approuvant et rendant exécutoires des rôles	92
--	----

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Décisions portant désignation d'un porteur de contraintes, nomination, engagement et plaçant un mineur au centre de rééducation de Tové	95
---	----

MINISTÈRE DES FINANCES

Décision portant affectation	95
--	----

MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Décision n° 41/D/MIP. du 22 novembre 1956 fixant les dates des vacances scolaires pour l'année 1956-1957	95
Arrêtés et décisions portant engagement, titularisation, nomination, incorporation, classement, reprise de service, mutations, démissions et aide scolaire	96

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DES EAUX ET FORÊTS

Décisions portant engagement, affectation et mutations	99
--	----

MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DES AFFAIRES SOCIALES

Arrêté n° 11/MTAS. du 22 novembre 1956 instituant une commission consultative de travail auprès du ministre du travail et des affaires sociales 100

Arrêté fixant la composition de la commission consultative du travail 102

MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE

Décisions portant affectations et engagement 102

MINISTÈRE DE L'INFORMATION ET DE LA PRESSE

Décisions portant nominations 103

ACTES DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DECRETS, ARRETES ET CIRCULAIRES

Décret n° 56-918 du 13 septembre 1956 portant extension aux territoires d'outre-mer des dispositions de la convention internationale du travail n° 11, adoptée le 25 octobre 1921 par la conférence générale de l'organisation internationale du travail et ratifiée par la France, pour le territoire métropolitain, par la loi du 23 mars 1929 (Arrêté de promulgation n° 796-56/C. du 2 novembre 1956). 103

Décret n° 56-919 du 13 septembre 1956 portant extension aux territoires d'outre-mer des dispositions de la convention internationale du travail n° 95, adoptée par la conférence générale de l'organisation internationale du travail le 1^{er} juillet 1949 et ratifiée par la France, pour le territoire métropolitain, par la loi du 25 juillet 1952 (Arrêté de promulgation n° 796-56/C. du 2 novembre 1956). 104

ACTES DU HAUT COMMISSARIAT DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE AU TOGO

ARRETES, DECRETS ET CIRCULAIRES

Arrêté portant libération conditionnelle. 104

AVIS, COMMUNICATIONS ET INFORMATIONS

Avis de concours (Concours directs et professionnels des ingénieurs et adjoints techniques des travaux publics de la F.O.M.) 106

Récépissé de déclaration. 105

Domaines 106

Expansion des Grands Laboratoires Français en Afrique (LABOREX). 108

Entreprise de Routes, Travaux et Terrassements (ROUTER). 110

Avis de perte. 110

C.F. Fabre et Cie. 110

Etude Notariale de Lomé (Togo). 111

ACTES DE LA RÉPUBLIQUE AUTONOME DU TOGO

DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

PREMIER MINISTÈRE

DECRET N° 56-5 du 16 novembre 1956 autorisant la construction et l'exploitation d'installations portuaires provisoires.

Le Premier Ministre de la République Autonome du Togo,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi n° 56-2 du 18 septembre 1956 fixant la répartition des compétences;

Sur la proposition du ministre des Travaux Publics, Transports, Mines, Domaines et Transmissions;

Le conseil des ministres entendu;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont autorisées la construction et l'exploitation, par la Société Minière du Bénin, d'installations portuaires provisoires entre Porto-Ségué et Gounkopé.

ART. 2. — Cette autorisation n'est donnée que sous réserve du respect, par le permissionnaire, des prescriptions du Cahier des Charges joint au présent décret.

ART. 3. — Le Ministre des Travaux Publics, des Transports, des Mines, des Domaines et des Transmissions, le Ministre de l'Intérieur, le Ministre des Finances, le Ministre de la Santé Publique sont chargés de l'exécution du présent décret, qui paraîtra au *Journal officiel* de la République Autonome du Togo.

Fait à Lomé, le 16 novembre 1956.

Pour le Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur, absent,

Le Ministre des Travaux Publics, des Transports, des Mines, des Domaines et des Transmissions chargé de l'expédition des Affaires,

F. MAMA.

Le Ministre de la Santé Publique,

R. JOHNSON.

Le Ministre des Finances,

G. APÉDO-AMAH.

Société Minière du Bénin

Permissionnaire

Autorisation de construction et d'exploitation d'installations portuaires entre Gounkopé et Porto-Ségué.

CAHIER DES CHARGES

TITRE I

OBJET DE L'AUTORISATION.

ARTICLE PREMIER. — *Objet du présent cahier des charges :*

Le présent cahier des charges a pour objet la construction et l'exploitation par la Société Minière du Bénin, au large de la parcelle du domaine public maritime dont l'occupation temporaire est autorisée par décret n° 56-5 en date du 16 novembre 1956, d'installations portuaires provisoires destinées :

- a) à l'embarquement de minerais de phosphates;
- b) au débarquement des produits pétroliers nécessaires à la Société;
- c) au débarquement, pour utilisation par le permissionnaire ou ses filiales, de marchandises diverses, matériels et matériaux destinés à l'exploitation minière ou une industrie dérivant directement de cette exploitation et en particulier à l'industrie des engrais;
- d) à l'embarquement des mêmes marchandises, matériels et matériaux que ci-dessus, sous réserve qu'elles appartiennent au permissionnaire ou à ses filiales.

TITRE II

EXECUTION DES TRAVAUX ET ENTRETIEN.

ART. 2. — *Approbation des projets de travaux :*

Le permissionnaire sera tenu de soumettre à l'Administration les projets d'exécution ou de modification de tous les ouvrages ou engins compris dans les installations.

Ces projets comprendront tous les plans, dessins et mémoires explicatifs et tous documents nécessaires à la compréhension des dispositions proposées.

L'Administration disposera d'un délai de soixante (60) jours pour prescrire les modifications qu'elle jugera convenables pour assurer la liberté et la sécurité de l'utilisation du domaine public voisin ainsi que pour faciliter l'exercice du contrôle de l'application des règlements administratifs en vigueur.

Après approbation de tous les éléments partiels du projet des installations, ou si l'Administration n'a pas fait connaître son avis dans un délai de soixante jours, le permissionnaire devra remettre à l'Administration, et en six exemplaires, le dossier complet qui devra indiquer notamment l'implantation des ouvrages.

Un exemplaire de ce dernier sera joint en annexe au présent cahier des charges.

ART. 3. — *Entretien des ouvrages et de leurs abords :*

Le permissionnaire prendra les mesures nécessaires pour maintenir en bon état d'entretien et de propreté les installations et appareils ainsi que leurs abords.

ART. 4. — *Travaux à la charge du permissionnaire :*

Le permissionnaire aura à sa charge :

- a) l'installation,
- b) la fourniture d'électricité nécessaire à l'alimentation, des feux dont l'installation serait éventuellement imposée par le Service des Travaux Publics (Phares et Balises).

Le permissionnaire aura également à sa charge la construction et l'entretien, aux emplacements qui lui seront désignés après l'approbation du projet des installations, des locaux ou aménagements divers indispensables au fonctionnement des échelons des Services

de la Douane, de la Police, de la Santé et de l'Inscription Maritime dont la présence sera rendue nécessaire sur place par le fonctionnement des installations portuaires.

ART. 5. — *Droits des tiers :*

Seront à la charge du permissionnaire, sauf son recours contre qui de droit, toutes les indemnités qui pourraient être dues à des tiers par suite de l'exécution; de l'état d'entretien ou de fonctionnement des installations.

ART. 6. — *Contrôle des constructions :*

Les installations seront exécutées sous le contrôle de l'Administration. Ce contrôle sera limité à la vérification de la conformité des ouvrages exécutés avec les projets approuvés.

TITRE III

EXPLOITATION

ART. 7. — *Soumission aux règlements administratifs :*

La présente autorisation n'apporte aucune modification ou exception à l'ensemble des règlements administratifs en vigueur ou à intervenir, en matière de Douane, de Santé, d'Inscription Maritime, de Police Générale et de Police de la Navigation.

ART. 8. — *Cession ou modification de l'autorisation :*

Toute cession partielle ou totale de l'autorisation, tout changement de permissionnaire, ne pourront avoir lieu, à peine de retrait, qu'en vertu d'une autorisation de l'Administration.

ART. 9. — *Servitudes diverses :*

Outre les servitudes de passage et de toute nature entraînées par l'application des règlements administratifs en vigueur, le permissionnaire sera tenu d'autoriser, sur la demande de l'Administration moyennant redevance à débattre, et dans la mesure où les servitudes ainsi créées ne seraient pas incompatibles avec le fonctionnement normal de ses installations, l'utilisation de celles-ci pour la mise en place de tout ou partie des équipements nécessaires :

- a) à la prise d'eau de mer;
- b) à la manutention en vrac, à l'embarquement ou au débarquement, des produits liquides de toute nature, et en particulier des carburants et des huiles alimentaires ou industrielles.

Il est précisé que, sur la demande du permissionnaire, l'installation, prévue ci-dessus, d'équipements destinés au débarquement en vrac des produits pétroliers pourra ne pas être réalisée, dans la mesure où le permissionnaire acceptera, aux termes d'un contrat ou d'une concession de service public à débattre, de satisfaire aux besoins exprimés en la matière par le Territoire au moyen de l'équipement installé par ses soins pour le même usage dans l'ensemble de ses installations portuaires (à terre et en mer).

TITRE IV

DUREE ET RETRAIT DE L'AUTORISATION

ART. 10. — *Durée de l'autorisation :*

La durée de l'autorisation coïncidera avec la durée de l'ensemble des concessions minières obtenues par ailleurs par le concessionnaire pour l'exploitation des phosphates de chaux et d'alumine; elle sera renouvelable dans les mêmes conditions.

La déchéance de la totalité des concessions minières sus-visées entraînera automatiquement l'annulation de la présente autorisation.

ART. 11. — *Retrait de l'autorisation :*

Faute par le concessionnaire de remplir les obligations qui lui sont imposées par le présent cahier des charges, et sauf circonstances de force majeure dûment constatées, il encourra, après mise en demeure restée sans effet, le retrait de la présente autorisation.

ART. 12. — *Suppression partielle ou totale des installations :*

A toute époque, l'Administration pourra ordonner, dans l'intérêt public, le concessionnaire entendu, ou autoriser, sur la demande du concessionnaire, la suppression d'une partie ou de la totalité des installations autorisées.

Lorsqu'il s'agira d'installations dont la suppression entraînerait celle de tout ou partie d'équipements mis en place à la demande de l'Administration en application de l'article 11 ci-dessus, la suppression demandée par le concessionnaire pourra être refusée.

Lorsqu'il s'agira de suppressions ordonnées par l'Administration dans l'intérêt public, le concessionnaire aura droit à une juste indemnité.

ART. 13. — *Obligations du concessionnaire à l'expiration de l'autorisation :*

A l'expiration de l'autorisation si elle n'a pas été renouvelée, ou en cas de retrait ou de suppression partielle des installations, le concessionnaire sera tenu d'enlever les dites installations et tous les engins ou appareils qui en dépendent, et de remettre les lieux en état.

Faute par lui de s'acquitter de cette obligation après mise en demeure, il y sera pourvu d'office à ses frais, risques et périls, par les soins de l'Administration.

Toutefois le concessionnaire pourra être dispensé de remettre les lieux en état, s'il fait abandon pur et simple au Territoire, qui l'accepte, des appareils et installations qui les occupent et de leurs dépendances immobilières sur le domaine public.

TITRE V

PRESCRIPTIONS DIVERSES

ART. 14. — *Election de domicile :*

Le concessionnaire devra avoir un bureau à proximité des installations et y installer, s'il en est requis, un agent, agréé par l'Administration, qui aura qualité pour recevoir en son nom toutes notifications relatives à la présente autorisation.

ART. 15. — *Redevance :*

Le concessionnaire est dispensé de toutes redevances et taxes au titre de la présente autorisation.

ART. 16. *Soumission :*

Le concessionnaire devra souscrire une soumission, annexée au présent cahier des charges, et portant acceptation des conditions auxquelles devront répondre ses installations du point de vue de l'application des règlements douaniers.

ART. 17. — *Pièces à fournir par le concessionnaire :*

Dans un délai de 30 jours après la notification de l'approbation de la présente autorisation, le concessionnaire devra fournir à l'Administration vingt exemplaires imprimés du présent cahier des charges et de la soumission qui lui est annexée.

ART. 18. — *Timbre et enregistrement :*

Le présent cahier des charges sera enregistré gratis à Lomé par les soins du concessionnaire.

ART. 19. — *Contestations :*

Les contestations auxquelles pourront donner lieu l'application du présent cahier des charges seront réglées par voie contentieuse comme en matière de travaux publics, sauf accord sur un arbitrage, l'arbitre étant désigné par le Président du Tribunal de Lomé.

En particulier, devront être tranchés par arbitrage les différends qui opposeraient le concessionnaire et l'Administration quant à la fixation des redevances dues au concessionnaire ou à la rédaction des pièces contractuelles prévues à l'article 9 du présent cahier des charges.

Dressé à Lomé

Le Chef du Service des Travaux Publics,
Présenté par le Ministre des Travaux Publics,
des Transports, des Mines, des Domaines
et des Transmissions.

Approuvé :

Lomé, le 16 novembre 1956.

Pour le Premier Ministre,
F. MAMA.

DECRET, N° 56-6 du 16 novembre 1956 fixant les conditions d'occupation temporaire par la Société Minière du Bénin, d'une partie du domaine public maritime.

Le Premier Ministre,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu le rapport du ministre des Travaux Publics, Transports, Mines, Domaines et Transmissions;

Vu le décret n° 45-2015 du 1^{er} septembre 1945, promulgué par l'arrêté n° 537 du 24 septembre 1945, réglementant au Togo, le Domaine Public et les servitudes d'utilité publique;

Vu la soumission en date du 20 septembre 1956 présentée par la Société Minière du Bénin;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée sous les conditions fixées au Cahier des Charges ci-annexé, l'occupation temporaire par la Société Minière du Bénin, d'une superficie de Trois hectares trente-et-un ares, sise entre Porto-Ségué et Gounkopé (Cercle d'Anécho) sur le rivage de l'Océan Atlantique dans la zone domaniale des 100 mètres mesurée à compter de la limite des plus hautes marées telle qu'elle figure au plan n° 1 annexé au présent décret.

Si pour des raisons techniques l'implantation des installations ne pouvait se faire sur la parcelle figurant au plan n° 1, la Société Minière du Bénin sera autorisée à occuper dans les mêmes conditions la parcelle figurant au plan n° 2 également annexé au présent décret et d'une superficie égale à la première.

La Société Minière du Bénin devra faire connaître dans le délai de deux ans à compter de la notification du présent décret l'emplacement définitivement choisi.

ART. 2. — Le Ministre des Travaux Publics, Transports, Mines, Domaines et Transmissions est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel de la République Autonome du Togo.

Fait à Lomé, le 16 novembre 1956.

Pour le Premier Ministre absent,

Le Ministre des Travaux Publics, Transports, Mines, Domaines et Transmissions;
chargé de l'expédition des Affaires courantes.

F. MAMA.

Le Ministre de la Santé Publique,

R. JOHNSON.

Le Ministre des Finances;

G. APÉDO-AMAH.

SOCIÉTÉ MINIERE DU BENIN PERMISSIONNAIRE

Autorisation temporaire d'occupation du domaine public maritime

CAHIER DES CHARGES

TITRE I

OBJET DE L'AUTORISATION

ARTICLE PREMIER. — *Objet du présent cahier des charges :*

Le présent cahier des charges a pour objet :

a) l'occupation temporaire de la parcelle du domaine public maritime autorisée par décret n° 56-6 en date du 16 novembre 1956,

b) l'établissement et l'exploitation, sur cette parcelle, par le permissionnaire, d'une partie des installations portuaires provisoires autorisée par décret n° 56-5 en date du 16 novembre 1956.

TITRE II

EXECUTION DES TRAVAUX ET ENTRETIEN

ART. 2. — *Approbation des projets de travaux :*

Le permissionnaire sera tenu de soumettre à l'Administration les projets d'exécution ou de modification de tous les ouvrages ou engins installés dans la parcelle du domaine public.

Ces projets comprendront tous les plans, dessins et mémoires explicatifs et tous documents nécessaires à la compréhension des dispositions proposées.

L'Administration disposera d'un délai de Soixante (60) jours pour prescrire les modifications qu'elle jugera convenables pour assurer la liberté et la sécurité de l'utilisation des portions du domaine public voisin ainsi que pour faciliter l'exercice du contrôle de l'application des règlements administratifs en vigueur.

Après approbation de tous les éléments partiels du projet des installations ou si l'Administration n'a pas fait connaître son avis dans un délai de soixante (60) jours, le permissionnaire devra remettre à l'Administration, et en six exemplaires, le dossier complet qui devra indiquer notamment l'implantation des ouvrages.

Un exemplaire de ce dossier sera joint en annexe au présent cahier des charges.

ART. 3. — *Entretien des ouvrages et de leurs abords :*

Le permissionnaire prendra les mesures nécessaires pour maintenir en bon état d'entretien et de propreté les installations et appareils ainsi que leurs abords.

ART. 4. — *Travaux à la charge du permissionnaire :*

Le permissionnaire aura à sa charge la construction et l'entretien, aux emplacements qui lui seront désignés après l'approbation du projet des installations, des locaux ou aménagements divers indispensables au fonctionnement des échelons des services de la Douane, de la Police, de la Santé ou de l'Inscription Maritime dont la présence sera rendue nécessaire sur place par le fonctionnement des installations portuaires.

ART. 5. — *Droits des tiers :*

Seront à la charge du permissionnaire, sauf son recours contre qui de droit, toutes les indemnités qui pourraient être dues à des tiers par suite de l'exécution, de l'état d'entretien ou du fonctionnement des installations aménagées dans la parcelle du domaine public.

ART. 6. — *Règlements de voirie :*

La portion du domaine public maritime dont l'occupation temporaire est autorisée étant riveraine de la voie publique, le permissionnaire devra se conformer, relativement à cette voie, à tous les règlements de voirie existants ou à intervenir.

ART. 7. — *Effet du libre usage de la voie publique :*

Le permissionnaire ne pourra élever aucune réclamation envers l'Administration ni à raison des dom-

mages que le roulage sur la voie publique causerait à ses installations, ni à raison du trouble qu'apporteraient dans son exploitation soit des mesures de police, soit des travaux régulièrement autorisés sur le domaine public.

ART. 8. — Contrôle des constructions :

Les installations seront exécutées sous le contrôle de l'Administration. Ce contrôle sera limité à la vérification de la conformité des ouvrages exécutés avec les projets approuvés.

**TITRE III
EXPLOITATION**

ART. 9. — Soumission aux règlements administratifs :

La présente autorisation n'apporte aucune modification ou exception à l'ensemble des règlements administratifs, en vigueur ou à intervenir, en matière de Douane, de Santé, d'Inscription Maritime, de Police Générale et de Police de la Navigation.

ART. 10. — Cession ou modification de l'autorisation :

Toute cession partielle ou totale de l'autorisation, tout changement de permissionnaire, ne pourront avoir lieu, à peine de retrait, qu'en vertu d'une autorisation de l'Administration.

ART. 11. — Servitudes diverses :

Outre les servitudes de passage et de toute nature entraînées par l'application des règlements administratifs en vigueur, le permissionnaire sera tenu d'autoriser, sur la demande de l'Administration moyennant redevance à débattre, et dans la mesure où les servitudes ainsi créées ne seraient pas incompatibles avec le fonctionnement normal de ses installations, l'utilisation de celle-ci pour la mise en place de tout ou partie des équipements nécessaires :

a) à la prise d'eau de mer

b) à la manutention en vrac, à l'embarquement ou au débarquement, des produits liquides de toute nature, et en particulier des carburants et des huiles alimentaires ou industrielles.

Il est précisé que, sur la demande du permissionnaire, l'installation prévue ci-dessus d'équipements destinés au débarquement en vrac des produits pétroliers pourra ne pas être réalisée, dans la mesure où le permissionnaire acceptera, aux termes d'un contrat ou d'une concession de service public à débattre, de satisfaire aux besoins exprimés en la matière par le Territoire au moyen de l'équipement installé par ses soins pour le même usage dans l'ensemble de ses installations portuaires (à terre et en mer).

TITRE IV

DUREE ET RETRAIT DE L'AUTORISATION.

ART. 12. — Durée de l'autorisation :

La durée de l'autorisation coïncidera avec la durée de l'ensemble des concessions minières obtenues par ailleurs par le permissionnaire pour l'exploitation de phosphates de chaux et d'alumine; elle sera renouvelable dans les mêmes conditions.

La déchéance de la totalité des concessions minières sus-visées entraînera automatiquement l'annulation de la présente autorisation.

ART. 13. — Retrait de l'autorisation :

Faute par le permissionnaire de remplir les obligations qui lui sont imposées par le présent cahier des charges, et sauf circonstances de force majeure dûment constatées, il encourra, après mise en demeure restée sans effet, le retrait de la présente autorisation.

ART. 14. — Suppression partielle ou totale des installations :

A toute époque, l'Administration pourra ordonner, dans l'intérêt public, le permissionnaire entendu, ou autoriser, sur la demande du permissionnaire, la suppression d'une partie ou de la totalité des installations autorisées.

Lorsqu'il s'agira d'installation dont la suppression entraînerait celle de tout ou partie d'équipements mis en place à la demande de l'Administration en application de l'article 11 ci-dessus, la suppression demandée par le permissionnaire pourra être refusée.

Lorsqu'il s'agira de suppressions ordonnées par l'Administration dans l'intérêt public, le permissionnaire aura droit à une juste indemnité.

ART. 15. — Obligations du permissionnaire à l'expiration de l'autorisation :

A l'expiration de l'autorisation si elle n'a pas été renouvelée, ou en cas de retrait ou de suppression partielle des installations, le permissionnaire sera tenu d'enlever les dites installations et tous les engins ou appareils qui en dépendent, et de remettre les lieux en état.

Faute par lui de s'acquitter de cette obligation après mise en demeure, il y sera pourvu d'office à ses frais, risques et périls, par les soins de l'Administration.

Toutefois le permissionnaire pourra être dispensé de remettre les lieux en état, s'il fait abandon pur et simple au Territoire, qui l'accepte, des appareils et installations qui les occupent et de leurs dépendances immobilières sur le domaine public.

TITRE V

PRESCRIPTIONS DIVERSES

ART. 16. — Election de domicile :

Le permissionnaire devra avoir un bureau à proximité des installations et y installer, s'il en est requis, un agent agréé par l'Administration, qui aura qualité pour recevoir en son nom toutes notifications relatives à la présente autorisation.

ART. 17. — Redevance :

Le permissionnaire paiera au Territoire au titre de la présente autorisation :

a) une redevance superficielle annuelle calculée sur la base de Un (1) franc CFA le mètre carré correspondant à l'emprise dont l'occupation temporaire est autorisée, et exigible à partir de la date de la no-

tification de l'approbation du présent cahier des charges.

En cas d'extension ou de diminution de l'emprise, cette redevance sera révisée au prorata de la superficie de l'emprise dont l'occupation temporaire est autorisée.

Pour toute année incomplète, la redevance sera calculée au prorata de la durée.

b) une redevance d'embarquement, payable à la tonne de minerai de phosphate.

Au début de l'exploitation, déterminée par la mise en fonctionnement des installations de la Société, le montant de cette redevance est fixé à cinq (5) francs CFA la tonne.

c) une redevance de débarquement, payable à la tonne de produits pétroliers.

À début de l'exploitation, le montant de cette redevance est fixé à cinquante (50) francs CFA la tonne.

d) une redevance sur les produits de toute nature (autres que les minerais de phosphate et les produits pétroliers) débarqués ou embarqués.

Au début de l'exploitation le montant de cette redevance est fixé à cent (100) francs CFA la tonne.

Les qualités sur lesquelles sont calculées les redevances b) c) d) ci-dessus sont celles des documents douaniers.

ART. 18. — *Variation des redevances :*

a) redevance superficielle : sera révisée tous les cinq ans.

b) autres redevances :

Au début de l'exploitation, et jusqu'au moment où celle-ci se sera étendue sur une année calendaire complète, dite année de référence, les redevances prévues aux paragraphes b), c) et d) de l'article 17 ci-dessus seront calculées sur les taux indiqués dans ces paragraphes.

Pour les années calendaires suivant l'année de référence, les mêmes taux seront affectés du coefficient :

$$K = \frac{F}{F_0}$$

F_0 étant la moyenne, pondérée par rapport aux quantités, pour une tonne de minerai de phosphate et pendant l'année de référence, de la valeur FOB suivant le calcul admis par le Service des Douanes du Togo,

F étant la même moyenne pour l'année considérée.

ART. 19. — *Soumissions :*

Le permissionnaire devra souscrire :

a) une soumission, annexée au présent cahier des charges et portant acceptation des conditions financières faisant l'objet des articles 17 et 18 ci-dessus.

b) une deuxième soumission, annexée au présent cahier des charges, et portant acceptation des conditions auxquelles devront répondre ses installations du point de vue de l'application des règlements douaniers.

ART. 20. — *Pièces à fournir par le permissionnaire :*

Dans un délai de 30 jours après la notification de l'approbation de la présente autorisation, le permissionnaire devra fournir à l'Administration vingt exemplaires imprimés du présent cahier des charges et de la soumission qui lui est annexée.

ART. 21. — *Timbre et enregistrement :*

Le présent cahier des charges sera enregistré gratis à Lomé par les soins du permissionnaire.

ART. 22. — *Contestations :*

Les contestations auxquelles pourront donner lieu l'application du présent cahier des charges seront réglées par voie contentieuse comme en matière de travaux publics, sauf accord sur arbitrage, l'arbitre étant désigné par le Président du Tribunal de Lomé.

En particulier, devront être tranchées par arbitrage les différends qui opposeraient le permissionnaire et l'Administration quant à la fixation des redevances dues au permissionnaire ou à la rédaction des pièces contractuelles prévues à l'article 11 du présent cahier des charges.

Présenté par le Ministre des Travaux Publics, des Transports, des Mines, des Domaines et des Transmissions,

Approuvé,

Lomé, le 16 novembre 1956.

Pour le Premier Ministre absent,

Le Ministre des Travaux Publics, des Transports, des Mines, des Domaines et des Transmissions chargé de l'expédition des Affaires courantes,

F. MAMA.

Le Ministre des Finances,

Georges APEDO-AMAH.

Le Ministre de la Santé Publique,

J. R. JOHNSON.

ARRETE interministériel N° 1/ITM. du 20 septembre 1956 fixant la composition des Cabinets Ministériels.

Le premier ministre, Ministre de l'Intérieur,

Le ministre des Finances,

Le ministre des Travaux Publics, des Transports, des Mines, des Domaines et des Transmissions,

Le ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et des Eaux et Forêts,

Le ministre de l'Economie et du Plan,

Le ministre du Commerce et de l'Industrie,

Le ministre de la Santé Publique,

Le ministre du Travail et des affaires Sociales,

Le ministre de l'Information et de la Presse.

Vu la loi n° 56-2 du 18 septembre 1956 déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956, portant statut du Togo, les pouvoirs du gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

ARRETENT :

ARTICLE PREMIER. — Le Cabinet d'un Ministre peut comporter les emplois énumérés ci-après à l'exclusion de tout autre :

un emploi de Directeur de Cabinet,

un emploi de Conseiller Technique,

un emploi de Secrétaire ou de Dactylo,
un emploi de Commis d'Ordre,
un emploi d'Attaché.

L'effectif du personnel de service, chauffeurs, plantons, gardiens et manœuvres ne peut excéder cinq.

ART. 2. — Les Chefs de services peuvent être appelés à remplir auprès de leurs Ministres respectifs les fonctions de Conseillers Techniques.

ART. 3. — Lorsque plusieurs services sont groupés sous l'autorité d'un seul Ministre, celui-ci peut compléter son Cabinet par la désignation d'un Conseiller Technique et deux Attachés supplémentaires.

ART. 4. — Au cas où un Ministère n'a pas de titulaire, le Ministre chargé de ses fonctions pourra constituer le Cabinet du Ministère vacant, dans les conditions prévues ci-dessus.

ART. 5. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République Autonome du Togo.

Fait à Lomé, le 20 septembre 1956.

Le Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur,
Nicolas GRUNITZKY.

Le Ministre des Finances,
Georges APEDO-AMAH.

Le Ministre des Travaux Publics, des Transports,
des Mines, des Domaines et des Transmissions;
Fousséni MAMA.

Le Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage
et des Eaux et Forêts,
Antoine MEATCHI.

Le Ministre de l'Economie et du Plan;
Lubin CHRISTOPHE TCHAKALOFF.

Le Ministre du Commerce et de l'Industrie,
Pierre SCHNEIDER.

Le Ministre de la Santé Publique;
Jean-Richard JOHNSON.

Le Ministre du Travail et des Affaires Sociales;
Léonard B. YWASSA.

Le Ministre de l'Information
et de la Presse;
Emmanuel FIWOO.

ARRETE N° 5 PM/FP. du 13 novembre 1956 portant
modification à l'arrêté n° 147-52/P du 13 février
1952, fixant le statut général des cadres supérieurs
et locaux du Togo.

Le Premier Ministre,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut
du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant
dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du
Togo, les pouvoirs du gouvernement de la République Autonome
du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu l'arrêté n° 2/PM. du 27 septembre 1956, fixant les attri-
butions des Ministères en matière du Personnel;

Vu l'arrêté n° 147-52/P. du 13 février 1952, fixant le statut
général des cadres supérieurs et locaux du Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Nonobstant toutes dispositions
antérieures contraires, et en attendant la fixation dé-
finitive de leur nouvelle composition, les Commis-
sions d'avancement remplissant en même temps le
rôle des Conseils de Discipline, sont composées com-
me suit :

Un Délégué du Premier Ministre de la République Autonome du Togo	} <i>Président</i>
Un Délégué du Ministre des Finances Le Directeur du Personnel	
Trois fonctionnaires du cadre intéressé, élus au scrutin majoritaire pour une période de trois ans, renouvelables par le personnel de ce cadre.	} <i>Membres</i>

ART. 2. — Lorsqu'une Commission d'avancement
siégera comme Conseil de Discipline, le Directeur
du Personnel y sera remplacé par un agent appar-
tenant à un cadre général ou à un cadre supérieur,
désigné par décision du Premier Ministre, et qui
remplira les fonctions de rapporteur du Conseil.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, pu-
blié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 13 novembre 1956.
N. GRUNITZKY.

ARRETE interministériel N° 6/ITM. du 21 novembre
1956 autorisant les Gérants des bureaux de plein
exercice des Postes et Télécommunications à vendre
des timbres fiscaux.

Le Premier Ministre,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut
du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant
dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du
Togo, les pouvoirs du gouvernement de la République Autonome
du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Sur le rapport du ministre des Travaux Publics, des Transports,
des Mines, des Domaines et des Transmissions;

Vu l'arrêté du 25 mars 1916 du Gouverneur Général de
l'AOF, instituant la remise de 2% au profit des distributeurs
auxiliaires de timbres fiscaux;

Vu la circulaire n° 2332/ET. du 10 décembre 1931, du Com-
missaire de la République au Togo déterminant la mode d'appro-
visionnement en timbres fiscaux des distributeurs-auxiliaires;

Vu l'arrêté n° 318 du 25 juin 1941 portant établissement de
l'enregistrement et du timbre au Togo et les textes modificatifs
subséquents, notamment l'arrêté n° 431-53/C. du 19 juin 1953;

Vu la demande en date du 21 août 1956 formulée par le
Chef du Service des Postes et Télécommunications et l'avis du
Receveur de l'enregistrement, des Domaines et du Timbre.

ARRETEMENT :

ARTICLE PREMIER. — Les Gérants des bureaux
de plein exercice des Postes et Télécommunications;
sont autorisés à vendre des timbres fiscaux.

Ils percevront la remise de 2 % prévue par les textes
en vigueur.

ART. 2. — Le ministre des Travaux Publics, des Transports, des Mines, des Domaines et des Transmissions et le ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué partout où besoin sera, et publié au *Journal officiel* de la République Autonome du Togo.

Fait à Lomé, le 21 novembre 1956.

Pour le Premier Ministre absent,

Le Ministre des Travaux Publics, des Transports, des Mines, des Domaines et des Transmissions, chargé de l'expédition des Affaires courantes,

F. MAMA.

Le Ministre des Finances,

Georges APEDO-AMAH.

DECISION N° 16/D/PM. du 22 novembre 1956 accordant une avance sur indemnité aux ministres.

Le Premier Ministre,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu l'arrêté n° 1 du 18 septembre 1956 portant nomination des membres du conseil des ministres;

Vu les prévisions budgétaires :

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Des avances mensuelles de vingt trois mille (23.000) francs peuvent être accordées aux ministres utilisant leur véhicule personnel pour les besoins de leurs fonctions.

ART. 2. — Ces avances seront remboursées, dès régularisation de la situation des intéressés par pré-compte sur le mandatement de leur indemnité représentative de frais de transport.

ART. 3. — Le paiement de ces avances sera effectué après certification du service fait par le ministre intéressé.

ART. 4. — La dépense correspondante est imputable au budget local, chapitre 5, article 3.

ART. 5. — La présente décision qui aura effet pour compter du 14 septembre 1956 sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Lomé, le 22 novembre 1956.

Pour le Premier Ministre absent,

Le Ministre des Travaux Publics, des Transports, des Mines, des Domaines et des Transmissions chargé de l'expédition des Affaires courantes,

F. MAMA.

ARRETE N° 24/PM. du 24 novembre 1956 fixant le montant de l'indemnité annuelle attribuée aux membres du Conseil du Gouvernement.

Le Premier Ministre,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu la délibération n° 29/ATT. du 28 septembre 1955 fixant l'indemnité attribuée aux membres du conseil de gouvernement;

Vu l'arrêté n° 839.55/P. du 17 octobre 1955 fixant le montant de l'indemnité annuelle;

Vu le décret n° 56-419 du 29 avril 1956, portant révalorisation des traitements des cadres énumérés aux tableaux 1 et 2 annexés au décret n° 51-510 du 5 mai 1951;

Vu les disponibilités budgétaires :

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'indemnité annuelle allouée aux membres du Conseil de Gouvernement est fixée à 916.800 francs CFA. pour compter du 1^{er} avril 1956.

ART. 2. — Cette indemnité est payée mensuellement à terme échu dans les conditions prévues à l'article 10 de la loi 55-426 du 16 avril 1955 susvisée.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 24 novembre 1956.

Pour le Premier Ministre absent,

Le Ministre des Travaux Publics, des Transports, des Mines, des Domaines et des Transmissions chargé de l'expédition des Affaires courantes,

F. MAMA.

ARRETE N° 29/PM. du 24 novembre 1956 portant modification des taxes principales et accessoires afférentes aux colis postaux du Régime de l'Union Française.

Le Premier Ministre,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des territoires de la France d'outre-mer et l'ensemble des actes qui l'ont modifié;

Vu l'arrêté n° 541-50/PTT. du 10 juillet 1950 rendant exécutoire la délibération n° 9-50 du 15 avril 1950 de l'Assemblée Représentative Togolaise fixant la quote-part territoriale revenant au Togo pour le service des Colis Postaux;

Vu l'arrêté n° 424-53/PTT. du 15 juin 1953 portant modification des taxes principales et accessoires des colis postaux du régime de l'Union Française ensemble l'arrêté n° 881-53/PTT. du 10 décembre 1953 qui l'a modifié;

Vu la lettre n° 6/A/2/1709/B.620 du 17 novembre 1956 du Secrétaire d'Etat aux Postes, Télégraphes et Téléphones du Gouvernement de la République Française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les taxes afférentes aux colis postaux du régime de l'Union Française originaires du Togo à destination de la Réunion, de Madagascar et Dépendances, de la Côte Française des Somalis, des Etats Associés du Cambodge, du Laos et

du Viet-Nam prévues à l'annexe n° 1 de l'arrêté n° 424-53/PTT. du 15 juin 1953 susvisé modifié par

arrêté n° 881-53/PTT. susvisé, sont modifiées ainsi qu'il suit :

Nom du Pays destinataire	Coupages de poids	Quotes-part Togo en Fra métropolitains	Quote-part maritime en fra métropolitains	Quote-part transit et Quote-part office destination en fra métropolitains	Total fra métropolitains	Taxe à percevoir au Togo en fra C.F.A.
La Réunion	1 kg.	34	207	69	310	155
	3 kg.	46	288	92	426	213
	5 kg.	58	368	116	542	271
	10 kg.	102	656	217	975	487
	15 kg.	144	984	317	1.445	722
	20 kg.	190	1.311	420	1.921	960
Madagascar et Dépendances.	1 kg.	34	196	69	299	149
	3 kg.	46	270	92	408	204
	5 kg.	58	345	116	519	259
	10 kg.	102	615	217	934	467
	15 kg.	144	926	317	1.387	693
	20 kg.	190	1.231	420	1.841	920
Côte Française des Somalis.	1 kg.	34	207	58	299	149
	3 kg.	46	288	80,50	414,50	207
	5 kg.	58	368	104	530	265
	10 kg.	102	656	178,25	936,25	468
	15 kg.	144	984	253,50	1.381,50	690
	20 kg.	190	1.311	327,75	1.828,75	914
Etats Associés du Cambodge, du Laos et du Viet-Nam. (destinations admises seulement).	1 kg.	34	242	133	409	204
	3 kg.	46	339	167	552	276
	5 kg.	58	437	202	697	348
	10 kg.	102	776	374	1.252	626
	15 kg.	144	1.168	719	2.031	1.015
	20 kg.	190	1.553	891	2.634	1.317

Sarre

Tarif du régime international applicable dans les relations avec la République Fédérale Allemande.

ART. 2. — Le présent arrêté qui abroge toutes dispositions contraires aura effet pour compter du 1^{er} décembre 1956 et sera publié au *Journal officiel* de la République Autonome du Togo.

Fait à Lomé, le 24 novembre 1956

Pour le Premier Ministre absent,

Le Ministre des Travaux Publics, des Transports, des Mines, des Domaines et des Transmissions
Chargé de l'expédition des Affaires courantes,

F. MAMA.

Affaires-Courantes

Par arrêtés et décisions du Premier Ministre :

N° 31/PM du :

30 novembre 1956. — Pendant l'absence de M. Georges Apedoh-Amah, Ministre des Finances en

mission à l'extérieur, M. Antoine Meatchi, Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et des Eaux et Forêts est nommé Ministre des Finances par intérim. Sa signature sera précédée de la mention :

Le Ministre des Finances par intérim;

Intégration

N° 23/PM du :

22 novembre 1956. — M. Somoko Mourrey, Infirmer-Vétérinaire adjoint 3^e échelon, du cadre local du Togo, admis à l'examen de sortie de l'Ecole des Assistants d'Elevage de l'A.O.F., est intégré pour compter du 1^{er} juillet 1956 dans le cadre supérieur des Assistants d'Elevage du Togo, en qualité d'Assistant d'Elevage de 2^e classe, 1^{er} échelon.

Tableau d'avancement

ADDITIF N° 7/PM/FP à l'Arrêté n° 343-56/CP du 20 avril 1956, portant inscription au tableau d'avancement du personnel des cadres locaux du Togo pour l'année 1956.

Après :

Sont inscrits au tableau d'avancement du personnel des cadres locaux du Togo, pour l'année 1956 :

Au titre du 1^{er} Semestre 1956**Commis d'administration**

Pour le grade de **Commis d'Adm. adjt. de 4^e cl.**
(au choix)

Tsatsou Emmanuel, **Commis d'Adm. adjt. de 5^e cl.**

Ajouter :

Hunlédé Nicolette, **Commis d'Adm. adjt. de 5^e cl.**

Promotion

ADDITIF N° 8/PM/FP à l'Arrêté n° 344-56/CP du 20 avril 1956, portant promotion dans le personnel des cadres locaux du Togo :

Après :

Sont promus pour compter du 1^{er} janvier 1956, dans le personnel des cadres locaux du Togo :

Commis d'administration

Au grade de **Commis d'Adm. adjoint de 4^e cl.**

Tsatsou Emmanuel, **Commis d'Adm. adjt. de 5^e cl.**

Ajouter :

Hunlédé Nicolette, **Commis d'Adm. adjt. de 5^e cl.**

Affectations**N° 150/D/PM-FP du :**

19 novembre 1956. — M. Amoussou Pierre, **Commis d'Administration ordinaire de 2^e classe**, en service à Mango, est mis à la disposition de M. Le Ministre des Finances.

N° 166/D/PM-FP du :

19 novembre 1956. — M. Grillère Jean Paul, agent contractuel des Travaux Publics, de retour de congé et attendu à Lomé par le paquebot « Foucauld » vers le 21 novembre 1956, est mis à la disposition de M. le Ministre des Travaux Publics, des Transports, des Mines, des Domaines et des Transmissions.

N° 178/D/PM-FP du :

20 novembre 1956. — M. Daguin Jean Yvon, Inspecteur de 2^e classe, 4^e échelon, des Eaux et Forêts de la France d'Outre-Mer, de retour de congé et arri-

vé à Lomé, par avion, le 17 novembre 1956, est mis à la disposition de M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et des Eaux et Forêts.

N° 192/D/PM-FP du :

22 novembre 1956. — M. Chagnoux Henri, Médecin Commandant des Troupes d'Outre-Mer, nouvellement désigné pour servir hors cadres au Togo, et arrivé à Lomé par le paquebot « Foch » le 16 novembre 1956, est mis à la disposition du Ministre de la Santé Publique.

N° 206/D/PM-FP du :

26 novembre 1956. — Les fonctionnaires de la Police dont les noms suivent, reçoivent les affectations suivantes :

Sont affectés :**Au Commissariat de Police de Lomé**

MM. Soglo Houégan Paul, assistant de Police adjoint de 6^e classe en complément d'effectif.

Sossou Kadjonyama, agent de Police 1^{er} échelon en service à Sokodé, en remplacement de l'agent Ayivi Ayitey, démissionnaire.

A la Sûreté à Lomé.

Sénouvo Jacques, Brigadier 1^{er} échelon en service au Commissariat de Police à Tsévié.

Au Commissariat de Police de Tsévié.

Abatan Dominique, agent de Police 1^{er} échelon de retour de congé, en remplacement du Brigadier Sénouvo Jacques.

N° 225/D/PM-FP du :

3 décembre 1956. — M. Brassier Paul, Contrôleur de 1^{re} classe, 1^{er} échelon, du cadre supérieur des Transmissions de l'A.O.F. admis au cycle de perfectionnement de l'Ecole Nationale de la France d'Outre-Mer et qui a quitté Lomé le 17 novembre 1956 pour la Métropole, puis rapatrié sur son territoire d'origine et arrivé à Lomé le 24 novembre 1956, est remis à la disposition du Ministre des Travaux Publics, des Transports, des Mines, des Domaines et des Transmissions.

Mutation**N° 193/D/PM-FP du :**

23 novembre 1956. — L'Aide-Météorologiste adjoint de 4^e classe Silette Jean, précédemment en service à Sokodé, est muté à la Station Principale de Lomé-Aérodrome, pour compter du 1^{er} décembre 1956, date d'expiration de son congé administratif.

Absences

N° 191/D/PM-FP du :

22 novembre 1956. — Est constatée, pour compter du 16 novembre 1956, l'absence de son poste de M. Gbékou Fagninou Emmanuel, Commis stagiaire des Transmissions, arrêté pour détournement de paquets-poste et faux en écriture.

Pendant toute la durée de son absence, M. Gbékou n'aura droit à aucun traitement.

N° 200/D/PM-FP du :

24 novembre 1956. — Est constatée l'absence irrégulière de M. Buaben Mathieu, Chauffeur de 4^e classe du cadre local des Chemins de Fer du Togo pour la période du 5 au 10 novembre 1956 inclus.

Pendant toute la durée de son absence irrégulière, M. Buaben Mathieu n'aura droit à aucun traitement.

Cessation de fonctions

N° 202/D/PM-FP du :

26 novembre 1956. — M. Puccinelli Jean, Agent contractuel d'Agriculture (Indice métro 265), dont le contrat d'engagement en date du 23 août 1954 arrivé à expiration le 14 novembre 1956 n'est pas renouvelé, cessera ses fonctions au Togo pour compter du 30 novembre 1956.

Une réquisition de passage par voie aérienne, en classe touristique (groupe III), de Lomé à Paris, lui est accordée sur l'avion de la Compagnie des T.A.I. quittant Lomé le 1^{er} décembre 1956.

M. Puccinelli se rend à Paris (18^e), 12, Rue Hermel.

En vertu des dispositions du 5^e alinéa de l'article 6 de son contrat, M. Puccinelli aura droit à une indemnité compensatrice de congé calculée au prorata du temps de service effectivement accompli au Togo, conformément audit contrat, soit : 24 mois 16 jours.

Révocation

N° 10/PM-FP du :

30 novembre 1956. — M. Loisel Augustin, Commis adjoint de 4^e classe des Transmissions, est révoqué de ses fonctions pour faute grave en service.

Le présent arrêté aura effet pour compter du 1^{er} décembre 1956.

Allocations

N° 208/D/PM-MF du :

27 novembre 1956. — Sont accordées pour l'année 1956 et pour compter du 1^{er} janvier 1956, les allocations aux jeunes métis ci-après désignés, résidant au territoire.

CERCLES	ETABLISSEMENTS	NOMS DES ENFANTS	AGES AU 1/1/56	Taux journaliers des allocations	PERSONNES HABILITÉES A TOUCHER LE MONTANT DES ALLOCATIONS	RÉSIDENCES
Lomé		Pedel François	9 ans	35	Mme Amégansé Adjéni, chez M. Nestor Sodji, employé au Garage SCOA de Lomé.	Lomé
Atakpamé		Dieudonné Kodjo Bossard	né le 11 Juillet 1955	20	Vincentia Akossiwa Amenuvi, chez M. Amenuvi, chauffeur à Atakpamé.	Atakpamé

Par application de l'article 6 de l'arrêté du 26 novembre 1934, un certificat de vie doit être joint à chaque état de paiement. Pendant la période scolaire et à partir de l'âge de 7 ans révolus, le certificat de vie sera remplacé par une attestation du Directeur du Centre scolaire indiquant que l'ayant-droit a fréquenté régulièrement une école de l'Enseignement Officiel ou Privé.

Les allocations accordées aux métis peuvent être supprimées ou réduites suivant décisions spéciales si l'enfant est admis dans une école officielle où existe un internat.

Les allocations sont dues pendant l'année entière, sauf pour les journées d'absences irrégulières en période scolaire.

Conformément aux dispositions de l'article 7 de l'arrêté précité, les allocations sont payées mensuellement sur états collectifs ou individuels comportant émargement des personnes, qui ont la charge des métis ou des intéressés eux-mêmes s'ils peuvent signer.

En vertu de l'article 8 de l'arrêté sus-visé du 26 novembre 1934, les bourses scolaires et les allocations aux métis ne sont pas cumulables.

Rôles

N° 30/PM-CD du :

26 novembre 1956. — Sont approuvés et rendus exécutoires des rôles Exercice 1956 ci-après :

N° DES RÔLES	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
BUDGET LOCAL				
386	C.M. Lomé	Patentes	56.400,—	56.400,—
BUDGET DE CIRCONSCRIPTION				
387	C.M. Lomé	Taxe de circonscription	650,—	650,—
BUDGET COMMUNAL				
386	C.M. Lomé	Centimes additionnels sur patentes	14.100,—	*
387	—	Centimes additionnels sur T.C.	130,—	14.230,—
				71.280,—

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de : Soixante et Onze mille deux cent quatre vingt francs est fixée au 28 novembre 1956.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Porteur de contraintes

Par décisions du ministre de l'Intérieur :

N° 8/D/PM-Int. du :

21 novembre 1956. — Le nommé Idrissou Salifou, Employé au Commissariat de Police de Sokodé, est nommé dans les fonctions de deuxième porteur de contraintes pour le Cercle de Sokodé.

Il prêtera serment dans les conditions prévues à l'article 7 de l'arrêté n° 52 du 27 janvier 1935.

Nomination

N° 9/D/PM/Int. du :

21 novembre 1956. — M. Neyrolles Roger, Administrateur-Adjoint de la France d'Outre-Mer, Adjoint au Commandant de Cercle de Klouto, est nommé Président du Tribunal de deuxième degré de Klouto, en remplacement de M. Rebaud Jean, Chef de Bureau d'A.G.O.M. appelé à d'autres fonctions.

Engagement

N° 10/D/PM-Int. du :

30 novembre 1956. — M. Balli Théodore est agréé en qualité de secrétaire de chef de canton de Massédéna (Subdivision de Niamtougou-Cercle de Lama-Kara).

Son salaire est fixé à 24.000 francs l'an.

La dépense est imputable au chapitre 5, article 5, paragraphe 8 du Budget Local, Exercice 1956.

La présente décision aura effet pour compter du 1^{er} janvier 1957.

Centre de rééducation

N° 12/D/PM/Int. du :

30 novembre 1956. — Est placé au Centre de Rééducation de Tové (Cercle de Klouto), en exécution du jugement en date du 26 octobre 1956 du Tribunal Correctionnel de Lomé, jusqu'à sa majorité, le nommé Akpa Kouma, né vers 1940 à Glékondji (Cercle de Klouto) de Akpa Malimé et de Datougblé, demeurant à Gapé (Cercle de Tsévié).

MINISTÈRE DES FINANCES

Affectation

Par décision du ministre des Finances :

N° 11/MF du :

20 novembre 1956. — M. Amoussou Pierre, Commis d'Administration ordinaire de 2^e classe, est affecté à la Direction des Finances.

MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

DECISION N° 41/D/MIP du 22 novembre 1956 fixant les dates des vacances scolaires pour l'année 1956-1957.

Le Premier Ministre, Ministre de l'Instruction Publique,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu l'arrêté n° 1 du 18 septembre 1956 portant nomination des membres du conseil des ministres;

Vu l'arrêté n° 2/PM du 27 septembre 1956;

Vu l'arrêté n° 32/E. du 18 janvier 1935 organisant l'Enseignement officiel au Togo;

Vu l'arrêté n° 160-50/E. du 23 février 1950 fixant le statut de l'Enseignement Secondaire au Togo;

Sur la proposition de l'Inspecteur d'Académie, Directeur de l'Enseignement au Togo;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — En sus des jours fériés réglementaires et en raison de la rentrée tardive les vacances scolaires des écoles primaires élémentaires sont réparties comme suit pour l'année scolaire 1956-57 :

1°) *Fêtes de Noël et du jour de l'An*

du samedi 22 décembre au soir au mercredi 2 janvier au soir.

2°) *Fêtes de Pâques*

du 13 avril au soir au 22 avril au soir

3°) *Grandes vacances*

du 13 juillet au soir au 13 octobre au soir.

ART. 2. — En sus des jours fériés réglementaires, les vacances scolaires des établissements du second degré des Ecoles Normales et des Cours Complémentaires sont réparties comme suit pour l'année scolaire 1956-57 :

1°) *Fêtes de Noël et du jour de l'An*

du samedi 22 décembre au soir au mercredi 2 janvier au soir.

2°) *Fêtes du Mardi Gras*

du 2 mars au soir au 5 mars au soir.

3°) *Fêtes de Pâques*

du 8 avril au soir au 22 avril au soir.

4°) *Grandes vacances*

du 13 juillet au soir au 13 octobre au soir.

ART. 3. — La présente décision sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Lomé, le 22 novembre 1956.

Pour le Premier Ministre absent,

*Le Ministre des Travaux Publics, des Transports,
des Mines des Domaines et des Transmissions,
Chargé de l'expédition des Affaires Courantes.*

F. MAMA.

Engagement

Par arrêtés et décisions du ministre de l'Instruction Publique :

N° 48/MIP du :

26 novembre 1956. — M. Adjéodar Joseph est engagé pour compter du 5 novembre 1956 en qualité de Moniteur journalier 2^e catégorie Echelle A au salaire mensuel de 6.030 francs et affecté à Lama-Kara (garçons), en remplacement de Mlle. Ayéva Abiratou démissionnaire.

Titularisation

N° 26/MIP du :

22 novembre 1956. — Sont titularisés dans les fonctions de Directeurs ou Directrices d'Ecoles pour compter du 5 novembre 1956 les Instituteurs et Institutrices délégués depuis 1 an au poste de Directeurs ou Directrices d'Ecoles, dont les noms suivent :

Dravie Ferdinand, Instituteur Stagiaire du C.S.
Tekoé Alexandre, Instituteur Ordinaire 1^{re} classe
Edorh-Akpé Benoît, Instituteur Adjoint 3^e classe
Akotia Elie, Instituteur Adjoint 5^e classe
Akoutan Emmanuel, Instituteur Adjoint 5^e classe
Anika William, Instituteur Adjoint 5^e classe
Francis Emmanuel, Instituteur Adjoint 5^e classe
Ajavon André, Instituteur Adjoint 6^e classe
Aménouvé Joseph, Instituteur Adjoint 6^e classe
Badohoun René, Instituteur Adjoint 6^e classe
Gnemégna Etienne, Instituteur Adjoint 6^e classe
Loko Antoine, Instituteur Adjoint 6^e classe
Atayi Eben-Ezer, Instituteur Adjoint Stagiaire
Toovi Innocent, Instituteur Adjoint Stagiaire

ADDITIF N° 6-PM-FP. du 17 novembre 1956 à l'arrêté N° 468/LA du 28 mai 1956 portant titularisation des Instituteurs et Institutrices délégués depuis 1 an au poste de Directeurs ou Directrices d'écoles.

Après :

Ecoles à 3 classes

Kpodar Louis, Instituteur de 5^e classe : Vokoutimé

Ajouter :

Aquitème Téléqui, Inst. Adj. 4^e classe : Badou (Atakpamé)

Gbégbéni Nanamale, Inst. Adj. de 5^e classe : Guérin-Kouka (Bassari)

Ecoles à 4 classes

Johnson Georges, Inst. Ord. de 2^e classe : Amlamé (Atakpamé)

Le reste sans changement.

Nomination

N° 28/MIP du :

27 novembre 1956. — Est abrogé en ce qui concerne Dadzie Léopold, l'arrêté n° 19-56/MIP du 14 novembre 1956 portant nomination de Moniteurs Adjoint Stagiaires.

Incorporation

N° 23-56/MIP du :

21 novembre 1956. — M. Estournes Grat, Instituteur de 1^{re} classe du cadre métropolitain à compter du 1^{er} janvier 1956, titulaire du Certificat d'Aptitude de l'Inspection Primaire (option France d'Outre-Mer) est incorporé dans le cadre local supérieur du Togo, en qualité d'Inspecteur Primaire à compter du 15 septembre 1956, veille de la date de son embarquement.

En attendant la création d'un statut particulier du Cadre local supérieur des Inspecteurs Primaires, M. Estournes Grat est provisoirement reclassé dans son nouveau cadre à compter du 15 septembre 1956 suivant les règles de reclassement en vigueur dans le cadre métropolitain des Inspecteurs Primaires (Loi

du 28 avril 1932 sur l'avancement du personnel de l'Enseignement Primaire — décret du 15 octobre 1933, sur le classement des Inspecteurs Primaires en ses articles 5, 6 et 7 et tableau annexé au dit décret) — comme Inspecteur Primaire de 3^e classe (Indice 401 Métro). Il conserve dans sa classe une ancienneté de 2 ans 9 mois 19 jours.

Classement

N° 27/MIP du :

22 novembre 1956. — Les Directeurs et Directrices d'Ecoles titulaires sont classés pour l'année scolaire suivante, dans les catégories d'écoles suivantes :

Pour compter du 1^{er} novembre 1956

NOMS ET PRÉNOMS	GRADE	ECOLE
<i>Ecoles de 5 à 9 classes</i>		
Gbadoé Antoine	Inst. 6 ^e cl. du C.S.	E. Appl. Atakpané
<i>Pour compter du 5 novembre 1956</i>		
<i>Ecoles à 2 classes</i>		
Tekoé Alexandre	Inst. Ord. 1 ^{re} classe	Félicio de Souza
Houédakor Boniface	Instit. Adjt. 5 ^e classe	Sévagan
Atayi Eben-Ezer	Instit. Adjoint Stagiaire	Bangéli
Houégnifioh André	Instit. Adjoint Stagiaire	Passoua
<i>Ecoles à 3 classes</i>		
Kuanviih Laurent	Inst. 2 ^e cl. du C.S.	Afagnagan
Ekué Pierre	Inst. 4 ^e cl. du C.S.	Badougbe
Ekué Martin	Inst. 4 ^e cl. du C.S.	Nyékonakpoè
Kpodar Louis	Inst. 4 ^e cl. du C.S.	Vokoutimé
Sitti Jérémie	Inst. 4 ^e cl. du C.S.	Agouégan
Tsogbé Joseph	Inst. Adjt. 3 ^e cl. A.O.F.	Amoussoukopé
Ayiviih Abraham	Inst. Ord. 1 ^{re} cl.	Agouévé
Dagba Victor	Inst. Ord. 1 ^{re} cl.	Nuatja
Houénassou Daniel	Inst. Ord. 1 ^{re} cl.	Kouvé
Johnson Georges	Inst. Ord. 1 ^{re} cl.	Kougnohou
Colley Augustin	Inst. Adjt. Hors classe	Tchèkpo
Johnson Denis	Inst. Adjt. 1 ^{re} cl.	Porto-Ségour
Awuté Gédéon	Inst. Adjt. 2 ^e cl.	Gadja
Kwakui Simon	Inst. Adjt. 2 ^e cl.	Avévé
Amouzougan Jean	Inst. Adjt. 3 ^e cl.	Elavagnon
Edorh Akpé Benoît	Inst. Adjt. 3 ^e cl.	Gapé
Kolagbé Jean	Inst. Adjt. 3 ^e cl.	Aftao
Kouifo Raphaël	Inst. Adjt. 3 ^e cl.	Kouma-Tokpli
Afegbédjé Christian	Inst. Adjt. 4 ^e classe	Agou-Nyongbo
Aquitémé Téléqui	Inst. Adjt. 4 ^e classe	Badou
Ewovon Théophile	Inst. Adjt. 4 ^e classe	Zolo
Gnassounon Siméon	Inst. Adjt. 4 ^e classe	Agou-gare
Lacé Pierre	Inst. Adjt. 4 ^e classe	Nakitendi-Est
Lawson Attiogbé	Inst. Adjt. 4 ^e classe	Amégnéran
Abiassi Michel	Instit. Adjt. 5 ^e classe	Bidjenga
Ahadji Seth	Instit. Adjt. 5 ^e classe	Kpélé-Kponvié
Akotia Elie	Instit. Adjt. 5 ^e classe	Tohou

NOMS ET PRÉNOMS	GRADE	ECOLE
<i>Ecoles à 3 classes</i>		
Anika William	Instit. Adj. 5 ^e classe	Paratao
Dobou Félix	Instit. Adj. 5 ^e classe	Dayes-Kakpa
Folly Honoré	Instit. Adj. 5 ^e classe	Sotouboua
Francis Emmanuel	Instit. Adj. 5 ^e classe	Ountivou
Paraizo Odile	Inst. Adj. 5 ^e classe	Sokodé-filles
Adadjo Binder	Inst. Adj. 6 ^e classe	Lanvié
Ajavon André	Inst. Adj. 6 ^e classe	Anfoin
Aménouvé Joseph	Inst. Adj. 6 ^e classe	Agomé-Glozou
Badohoun René	Inst. Adj. 6 ^e classe	Djagblé
Gneména Etienne	Inst. Adj. 6 ^e classe	Kévé
Baba Emmanuel	Inst. Adj. Stagiaire	Pagouda
Toovi Innocent	Inst. Adj. Stagiaire	Kor bongou
Maboudou Richard	Inst. Stag. du C.S.	Kabou
Freitas Paulin	Inst. 5 ^e classe C.S.	Boubacar
<i>Ecoles à 4 classes</i>		
Adanlété Michel	Inst. 4 ^e classe du C.S.	Davié
Dravie Ferdinand	Inst. Stag. du C.S.	Mission-Tové
Noutsougan Ruben	Inst. Adj. 1 ^o cl.	Akata
Kpetsou Emmanuel	Inst. Adj. 4 ^e classe	Anié
Loko Antoine	Inst. Adj. 6 ^e classe	Vogan-marché
Akoutan Emmanuel	Instit. Adj. 5 ^e classe	Amlamé
Sitti Jean	Inst. 4 ^e classe du C.S.	Sanoussi
<i>Ecoles de 5 à 9 classes</i>		
Amédégnato Richard	Inst. 2 ^o cl. du C.S.	Vogan
Lawson Joseph	Inst. 3 ^o cl. du C.S.	Kutscheuritter
Akakpo Théophile	Inst. 4 ^e cl. du C.S.	Dayes-Apéyéme
Attiogbé Emmanuel	Inst. 4 ^e cl. du C.S.	Lama-Kara
Koffi Julien	Inst. 4 ^e cl. du C.S.	Lom-Nava
Lawson Gabriel	Inst. 4 ^e cl. du C.S.	Niamtougou
Mensah Logossou	Inst. 4 ^e cl. du C.S.	Zébévi
Mikem Michel	Inst. 4 ^e cl. du C.S.	Tsévié
D'Almeida Lucie	Inst. Adj. 3 ^e cl. A.O.F.	Palimé-filles
Sanvée Thérèse	Inst. Adj. 3 ^e cl. A.O.F.	Anécho
Wilson Jean	Inst. Ord. 2 ^e cl.	Bè
Gruner Hantz	Inst. Adj. Hors classe	Etoiles
Panou Pierre	Inst. Adj. 1 ^o cl.	Glidji
Namoro Karamoko	Inst. Adj. 2 ^e cl.	Dapango
Odjo Antoine	Inst. Adj. 3 ^e cl.	Kandé
Adorglon Raphaël	Inst. Adj. 4 ^e classe	Blitta
Agbo Jean	Inst. Adj. 4 ^e classe	Kouméa
Atchouin Joseph	Inst. Adj. 4 ^e classe	Kpadapé
Atsou Emmanuel	Instit. Adj. 5 ^e classe	Bassari
Ekoué Folly	Inst. Adj. 6 ^e classe	Attitogon
Akué François	Inst. 3 ^o cl. du C.S.	Marius Moutet
Ajavon Henri	Inst. 2 ^e cl. du C.S.	Route d'Anécho
<i>Ecoles de plus de 10 classes</i>		
Toffa Francis	Inst. 4 ^e cl. du C.S.	Sokodé
Lawson Régine	Inst. Adj. 1 ^o cl. A.O.F.	Lomé-filles
Améganvi Louis	Inst. Ord. 2 ^e cl.	Palimé
Aghétiafah Nicolas	Inst. Adj. 4 ^e classe	Mango

Reprise de service

N° 45/MIP du :

23 novembre 1956. — Est constatée, pour compter du 17 novembre 1956, la reprise de service de Mlle. Guillou Hélène, Adjointe d'Enseignement 2^e échelon de retour de congé scolaire par l'avion du 17 novembre 1956, en qualité de professeur au Lycée de Lomé.

N° 51/MIP du :

26 novembre 1956. — Est constatée, pour compter du 3 novembre 1956, la reprise de service de Mme. Lanzarotti Georgette, Adjointe d'Enseignement 2^e échelon de retour de congé scolaire par l'avion du 3 novembre 1956, en qualité de professeur au Lycée de Lomé.

Mutations

N° 42/D/MIP du :

22 novembre 1956. — Les mutations suivantes sont prononcées parmi le personnel de l'Enseignement primaire pour compter du 1^{er} décembre 1956;

M. Bocco Isidore, Moniteur adjoint 4^e échelon précédemment en service à Gboto (Anécho) est affecté à Tabligbo (Anécho) Direction.

M. Lawmon Body Walter, Moniteur journalier précédemment en service à Tabligbo (Anécho) est affecté à Gboto (Anécho).

M. Apenou Célestin, Moniteur-adjoint 2^e échelon précédemment en service à Kouma-Tokpli (Palimé) est affecté à Kouma-Apoti (Palimé).

Mlle. Houédakor Marie, Monitrice journalière précédemment en service à Kouma-Apoti (Palimé) est affectée à Kouma-Tokpli (Palimé).

M. Bamana Sébastien, Moniteur journalier précédemment en service à Ataloté (Mango) est affecté à Kasséna (Sokodé).

Mlle. Segbor Confort, Monitrice journalière précédemment en service à Awandjello (Lama-Kara) est affectée à Bassari-Filles.

M. Kouigan François, Moniteur journalier précédemment en service à Kouméa (Lama-Kara) est affecté à Awandjello (Lama-Kara).

M. Salifou Kassim, Moniteur journalier précédemment en service à Koumongou (Mango) est affecté à Kouméa (Lama-Kara).

M. Adékpoui Louis, Instituteur-adjoint Stagiaire précédemment en service à Mango est affecté à Niamtougou (Lama-Kara).

M. Hounkpati Paul, Moniteur journalier précédemment en service à Barkoissi (Mango) est affecté à Nadoba (Mango).

M. Amétowoglo Domingo, Moniteur journalier précédemment en service à Nadjondi (Dapango) est affecté à Borgou (Dapango).

N° 43/D/MIP du :

22 novembre 1956. — Les mutations suivantes sont prononcées parmi le personnel de l'Enseignement Primaire pour compter du 19 novembre 1956 :

M. Yekplé Joseph, Moniteur Principal 2^e échelon, précédemment en service à Kpédji (Tsévié) est affecté à Patatoukou (Atakpamé) — Direction.

M. Sewoavi Tobias, Moniteur-adjoint 3^e échelon, précédemment en service à Patatoukou (Atakpamé) — Direction est affecté à Kpédji (Tsévié).

Démissions

N° 39 /D/MIP du :

21 novembre 1956. — Est acceptée pour compter du 1^{er} novembre 1956 la démission de M. Dadzie Léopold, Moniteur journalier de l'Enseignement au Togo.

N° 47/MIP du :

26 novembre 1956. — Est acceptée pour compter du 5 novembre 1956 la démission de Mlle Ayéva Abiratou, Monitrice journalière de l'Enseignement au Togo.

Aide scolaire

N° 24-56/MIP du :

21 novembre 1956. — Une aide scolaire d'un montant de 20.000 francs CFA. (Vingt mille francs CFA). est accordée pour l'année scolaire 1956-57 à M. Kuassivi Gottlieb, étudiant en Médecine, Cité Universitaire de Caen.

La dépense résultant du paiement de cette aide sera imputée au Budget Local du Togo, Exercice 1956, Chapitre 41, Article 1, Paragraphe 2.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DES EAUX ET FORÊTS**Engagement**

Par arrêté et décision du ministre de l'Agriculture, de l'élevage et des eaux et forêts :

N° 20/D/MA/EL du :

17 novembre 1956. — Les nommés Zoumavor Kossivi et Eteka Oroula sont engagés en qualité de chauffeurs conducteurs 2^e catégorie, échelle A — au salaire mensuel de 6.030 francs par mois, pour compter du 1^{er} novembre 1956 et mis à la disposition du Chef du Service de l'Elevage.

La solde de MM. Zoumavor Kossivi et Eteka Oroula est imputable sur le Budget F.I.D.E.S. Chapitre 1005 Article 1, Exercice 1956-57.

Nomination - Affectation

N° 25/D/MA/EF du :

24 novembre 1956. — M. Daguin Jean Yvon, Inspecteur de 2^e classe, 4^e échelon, des Eaux et Forêts de la France d'Oulre-Mer, rentrant de congé, est nommé Chef de l'Inspection Forestière de Sokodé avec résidence à Sokodé.

M. Daguin Jean Yvon est chargé, en outre, de l'intérim de l'Inspection Forestière du Centre, en remplacement de M. Dubreuil Jacques, Inspecteur de 1^{re} classe, 2^e échelon, des Eaux et Forêts de la France d'Oulre-Mer, appelé à d'autres fonctions.

N° 27/D/MA/AG du :

4 décembre 1956. — M. Royer Gilbert, Agent Contractuel d'Agriculture rentrant de congé, est nommé Chef du Centre-Pilote de Toaga et du Secteur Agricole Est de Dapango (Cantons de Korbongou, Pogno, Namoudjoga, Borgon, Mandouri et Koudjoré) en remplacement de M. Lyser René, Chef de la Circonscription Agricole de Dapango, qui conserve la direction de cette Circonscription et celle de ses Secteurs Ouest et Sud (tous les autres Cantons).

Mutations

N° 21/D/MA/EL du :

19 novembre 1956. — L'Infirmier-Vétérinaire adjoint 3^e échelon, Agba Joseph, précédemment en service à Bassari et titulaire d'un congé de 3 mois, est muté à Lomé.

L'Infirmier-Vétérinaire adjoint, 1^{er} échelon Derrani Moussa, en service à Lomé, est muté à Aného où il exercera les fonctions de Chef de poste vétérinaire.

La présente décision prendra effet pour compter du 1^{er} novembre 1956.

N° 22/D/MA/EL du :

20 novembre 1956. L'Infirmier-Vétérinaire adjoint 2^e échelon, Waké Nibombé en service à Dapango, est muté à Bassari, en remplacement de l'Infirmier Vétérinaire adjoint Agba Joseph, chef de poste vétérinaire, titulaire d'un congé administratif.

La présente décision prendra effet pour compter du 1^{er} août 1956.

N° 24/MA/EL du :

23 novembre 1956. — M. Gnassounou Pierre, Assistant d'Elevage de 2^e classe 1^{er} échelon, Chef de la Circonscription du Sud en service à Lomé, est muté à Sokodé où il remplacera M. Rinkliff Jean, Chef de la Circonscription d'Elevage de Sokodé mis à la disposition du Ministre des Travaux Publics.

La présente décision prendra effet pour compter du 15 novembre 1956.

MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DES AFFAIRES SOCIALES

ARRETE N° 11/MTAS du 22 novembre 1956 instituant une Commission Consultative de Travail auprès du Ministre du Travail et des Affaires Sociales.

Le Ministre du Travail,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo,

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956 déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu la loi française n° 1322 du 15 décembre 1952 instituant un Code du Travail;

ARRETE :

SECTION I**Organisation**

ARTICLE PREMIER. — Une Commission Consultative du Travail est instituée au Togo auprès du Ministre du Travail et des Affaires Sociales du Territoire qui en assure la présidence en personne ou par délégation.

ART. 2. — En dehors des cas pour lesquels son avis est obligatoirement requis en vertu des dispositions de la loi du 15 décembre 1952 et des textes pris pour son application, cette commission peut être consultée à la diligence du Ministre du Travail et des Affaires Sociales, sur toutes les questions relatives au travail et à la main d'œuvre.

Elle est d'autre part chargée d'étudier les éléments pouvant servir de base à la détermination du salaire minimum; étude du minimum vital et des conditions économiques générales.

ART. 3. — La Commission Consultative est composée en nombre égal de représentant des employeurs et de représentants des travailleurs. Le nombre des représentants de chacune de ces catégories ne peut être inférieur à trois et supérieur à six.

Un arrêté ministériel fixe annuellement le nombre total de ces représentants et leur répartition numérique entre les organisations d'employeurs et de travailleurs du Togo, à raison de leur représentativité d'après les critères dégagés à l'article 73 du Code du Travail.

S'il n'existe pas d'organisations professionnelles suffisamment représentatives, les désignations sont faites par le Ministre du Travail et des Affaires Sociales.

Il est désigné dans les mêmes conditions et simultanément autant de membres suppléants que de membres titulaires. Lorsqu'une vacance se produit parmi les titulaires de la Commission par suite de décès, démission ou déchéance, il est pourvu à la désignation d'un nouveau membre titulaire, dans un délai maximum de trois mois. Le mandat des membres ainsi désignés prend fin à la date à laquelle aurait expiré le mandat des membres qu'ils remplacent.

ART. 4. — Il peut être mis fin au mandat d'un membre de la Commission Consultative du Travail par le Ministre du Travail sur la demande de l'organisation qui l'a désigné.

Il sera mis fin d'office au mandat de tout membre qui viendrait à ne plus répondre aux conditions exigées par l'article 6 du présent arrêté.

ART. 5. — La durée du mandat des membres est d'une année. Le mandat est renouvelable indéfiniment.

ART. 6. — Peut être désigné comme membre d'une Commission Consultative du Travail tout citoyen togolais ou français âgé de 25 ans jouissant de ses droits civils et politiques et n'ayant encouru aucune condamnation pour infraction à la législation du Travail ni aucune condamnation à une peine correctionnelle à l'exception toutefois :

1°) des condamnations pour délits d'imprudence hors le cas de délits de fuite concomitant;

2°) des condamnations prononcées pour infractions, autres que les infractions qualifiées délits, à la loi du 24 juillet 1867 sur les sociétés mais dont cependant la répression n'est pas subordonnée à la preuve de la mauvaise foi de leurs auteurs et qui ne sont passibles que d'une amende.

SECTION II

Fonctionnement

ART. 7. — La Commission Consultative du Travail se réunit à Lomé, sur convocation de son président.

La convocation indique l'ordre du jour de la séance. Elle est accompagnée d'une documentation préparatoire. La commission peut également se réunir à la demande de la majorité de ses membres.

Toute convocation devra être adressée au moins huit jours avant la date fixée pour la réunion de la commission.

Tout membre qui, régulièrement convoqué, n'aurait pas assisté à trois séances consécutives de la commission et n'aurait pas présenté d'excuse valable au président de ladite commission, sera considéré comme démissionnaire.

ART. 8. — A la demande du Président ou de la majorité de la Commission peuvent être convoqués à titre consultatif, des fonctionnaires qualifiés ou des personnalités compétentes en matière sociale, économique, médicale ou ethnographique. Ces experts et conseillers techniques expriment leur avis sur les questions inscrites à l'ordre du jour mais ne prennent pas part au vote.

Elle peut également demander aux administrations compétentes par l'intermédiaire de son président, tous documents ou informations utiles à l'accomplissement de sa mission.

ART. 9. — La Commission ne peut valablement émettre d'avis que lorsque les deux tiers au moins de ses membres sont présents et que les représentants des employeurs et ceux des salariés sont en nombre égal.

Elle se prononce à la majorité des membres présents.

ART. 10. — A la demande du Ministre du Travail et des Affaires Sociales la commission peut :

1°) examiner toutes difficultés nées à l'occasion de la négociation de conventions collectives.

2°) se prononcer sur toutes les questions relatives à la conclusion et à l'application des conventions collectives et notamment sur leurs incidences économiques.

3°) dans ce cas la commission s'adjoit obligatoirement à titre délibératif :

— le directeur ou le chef du bureau des Affaires Economiques

— un magistrat désigné par arrêté du Haut Commissaire et du Premier Ministre choisi en raison de sa compétence en matière de législation du travail

— un Inspecteur du Travail.

Toutefois, en cas de partage de voix, en raison du caractère exceptionnel de cet élargissement de la Commission, les avis majoritaires et minoritaires exprimés devront obligatoirement être communiqués au Ministre du Travail et des Affaires Sociales.

La Commission peut en outre s'adjoindre également à titre consultatif, d'autres fonctionnaires ou des personnalités compétentes tel qu'il est prévu à l'article 8 et dans les mêmes conditions.

ART. 11. — Le secrétariat de la Commission Consultative du Travail est assuré par un fonctionnaire désigné par le Ministre du Travail et des Affaires Sociales.

ART. 12. — Chaque séance de la Commission donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal.

Tout membre de la Commission peut demander l'insertion au procès-verbal des déclarations faites par lui et l'annexion audit procès-verbal des notes par lui établies.

Ces procès-verbaux sont conservés dans les archives du Ministère du Travail et des Affaires Sociales.

ART. 13. — Il est tenu un registre des avis émis par la Commission Consultative du Travail. Ce registre est déposé au Ministère du Travail et des Affaires Sociales et tenu à la disposition du public.

ART. 14. — Lorsqu'ils sont appelés à siéger aux réunions de la Commission Consultative du Travail, ses membres ont droit à la gratuité du transport dans les mêmes conditions que les fonctionnaires du 2° groupe.

Une indemnité journalière de déplacement leur est en outre attribuée dans les conditions suivantes :

a) l'indemnité est due pour toute journée ou fraction de journée consacrée aux réunions de la commission.

Pour les membres ne résidant pas au chef-lieu du territoire, le taux et les conditions d'attribution et de

perception de l'indemnité sont ceux fixés pour les fonctionnaires du 2^e groupe.

Pour les membres résidant au chef-lieu du territoire, le taux est réduit d'un tiers.

Elle est mandatée sur production d'un état signé par le Ministre du Travail et des Affaires Sociales ou son délégué.

b) l'indemnité journalière de déplacement est également due aux membres de la Commission ne résidant pas au chef-lieu pour toute journée de déplacement, par voie normale, en vue de se rendre au chef-lieu ou de retourner à leur résidence.

Elle est mandatée sur présentation d'une feuille de route délivrée par les autorités administratives au vu de sa convocation.

Les dépenses sont imputables au budget du Togo.

ART. 15. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 22 novembre 1956.

L. B. YWASSA

Commission

Par arrêté du Ministre du Travail et des Affaires Sociales :

N° 12/MTAS du :

22 novembre 1956. — La représentation des employeurs et des travailleurs au sein de la Commission Consultative du Travail est fixée, pour une année à compter de la date de promulgation du présent arrêté, conformément au tableau suivant :

REPRÉSENTATION DES EMPLOYEURS = 6 MEMBRES

Membres titulaires	Membres suppléants	Désignés par le
MM. Schneider Lahetjuzan Sanvee Laffont Beurdy Corre	MM. Larrieu François Nudekor Houdart Kalife Couteaux	SCIMPEX Syndicat des Artisans Syndicat des Industriels et Entreprises Le Ministre du Travail

REPRÉSENTATION DES TRAVAILLEURS = 6 MEMBRES

Membres titulaires	Membres suppléants	Désignés par le
MM. Akouété Gadegbéku Sossah David Djagba Rayeroux	MM. Wilson Goëh Aduanyom Aghobly do Régo Lebayl	Union des Syndicats du Togo Union des Syndicats CFTE S.A.P.A.T.T. Le Ministre du Travail

Les membres de la Commission Consultative du Travail ci-dessus désignés sont convoqués par le Ministre du Travail et des Affaires Sociales qui fixe la date et l'ordre du jour des séances. En cas d'empêchement le membre titulaire convoqué doit aviser son suppléant. Si ni l'un ni l'autre ne peuvent se rendre à la convocation, ils doivent en avertir le Président.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE

Affectations

Par décisions du ministre de la Santé Publique :

N° 21/D/MSP du :

27 novembre 1956. — M. Chagnoux Henri, Médecin Commandant des Troupes d'Outre-Mer, est affecté à l'Hôpital de Tokoin à Lomé.

N° 26/D/MSP. du :

4 décembre 1956. — Mme Lima Félicienne, Sage-femme Africaine de 1^{re} classe en service à la Polyclinique de Lomé, est affectée à l'Ambulance de Sokodé, en remplacement de Mme Mensah Louise, Sage-femme Principale de 1^{re} classe, appelée à d'autres fonctions.

La présente décision aura son effet pour compter de la date de la signature.

Engagement

N° 22/D/MSP du :

28 novembre 1956. — Sont engagés pour compter du 16 novembre, les agents ci-dessous désignés :

1) — *En qualité d'agent permanent*

Malam Idrissou, chauffeur de Fenwick, agent permanent 1^{re} catégorie Echelle D (indemnité d'heures supplémentaires comprises) en remplacement de M. Wallabrègue Charlemagne, appelé à d'autres fonctions.

2) — *En qualité de manoeuvre*

Houédo Linson Barthélémy, manoeuvre 1^{re} classe, en remplacement de Anani Antoine, décédé.

Woagbé Kouassi Philippe, manoeuvre 1^{re} classe, en remplacement de Ayih Elogé, démissionnaire.

Les manoeuvres Houédo L. Barthélémy et Woagbé K. Philippe, bénéficieront de 4 jours de salaire par mois pour indemnité forfaitaire d'heures supplémentaires.

Les dépenses afférentes à ces agents sont imputables au budget local — chapitre 19 — article 11 — paragraphe 2.

MINISTÈRE DE L'INFORMATION ET DE LA PRESSE

Nomination

Par décisions du ministre de l'Information et de la Presse :

N° 4/D/M. Info. du :

15 novembre 1956. — M. Dotsé Hermann, Commis en service au Ministère de l'Information et de la Presse est nommé Comptable-matière du Ministère de l'Information et de la Presse (Bureau et Cabinet du Ministère).

M. Dotsé Hermann est chargé de la prise en charge du mobilier et du matériel, de l'annotation des factures ainsi que la tenue des différents registres et inventaires prévus à cet effet.

N° 6/D/Info. du :

22 novembre 1956. — M. Dotsé Hermann, Agent contractuel, est nommé Commis d'ordre au Ministère de l'Information et de la Presse.

ACTES DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ARRETES, DECRETS ET CIRCULAIRES

ARRETE N° 796-56/C. du 2 novembre 1956 promulguant au Togo les décrets nos 56-918 et 56-919 du 13 septembre 1956.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
HAUT-COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont promulgués au Togo :

1^o — le décret n° 56-918 du 13 septembre 1956 portant extension aux territoires d'outre-mer des dispositions de la convention internationale du travail n° 11, adoptée le 25 octobre 1921 par la conférence générale de l'Organisation internationale du travail et ratifiée par la France, pour le territoire métropolitain, par la loi du 23 mars 1929;

2^o — le décret n° 56-919 du 13 septembre 1956 portant extension aux territoires d'outre-mer des dispositions de la convention internationale du travail n° 95, adoptée par la conférence générale de l'Organisation internationale du travail le 1^{er} juillet 1949 et ratifiée par la France, pour le territoire métropolitain, par la loi du 25 juillet 1952.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 2 novembre 1956.

J. BÉCARD.

DECRET N° 56-918 du 13 septembre 1956 portant extension aux territoires d'outre-mer des dispositions de la convention internationale du travail n° 11, adoptée le 25 octobre 1921 par la conférence générale de l'Organisation internationale du travail et ratifiée par la France, pour le territoire métropolitain, par la loi du 23 mars 1929.

Le président de la République,

Sur le rapport du président du conseil des ministres et du ministre de la France d'outre-mer;

Vu l'article 72 de la Constitution de la République française;

Vu la loi du 23 mars 1929 autorisant le Président de la République à ratifier la convention n° 11 concernant le droit d'association et de coalition des travailleurs agricoles;

Après avis de l'Assemblée de l'Union française;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions de la convention n° 11 concernant le droit d'association et de

coalition des travailleurs agricoles, adoptée par la conférence générale de l'Organisation internationale du travail le 25 octobre 1921, sont déclarées applicables dans les territoires énumérés ci-après :

Afrique occidentale française, Afrique équatoriale française, Côte française des Somalis, Madagascar et dépendances, Comores, Nouvelle-Calédonie et dépendances, établissements français de l'Océanie, Saint-Pierre et Miquelon, territoires sous tutelle du Cameroun et du Togo.

ART. 2. — Le président du conseil des ministres et le ministre de la France d'outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 13 septembre 1956.

René CORTY.

Par le Président de la République;
Le Président du Conseil des Ministres;
Guy MOLLET.

Le ministre de la France d'outre-mer;
Gaston DEFFERRE.

DECRET N° 56-919 du 13 septembre 1956 portant extension aux territoires d'outre-mer des dispositions de la convention internationale du travail n° 95 adoptée par la conférence générale de l'Organisation internationale du travail le 1^{er} juillet 1949 et ratifiée par la France, pour le territoire métropolitain par la loi du 25 juillet 1952.

Le président de la République,

Sur le rapport du président du conseil des ministres et du ministre de la France d'outre-mer;

Vu l'article 72 de la Constitution de la République française;

Vu la loi du 25 juin 1952 autorisant le Président de la République à ratifier la convention n° 95 concernant la protection du salaire;

Après avis de l'Assemblée de l'Union française;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions de la convention n° 95 concernant la protection du salaire, adoptée par la conférence générale de l'Organisation internationale du travail dans sa trente-deuxième session, tenue à Genève du 8 au 2 juillet 1949, sont déclarées applicables dans les territoires énumérés ci-après :

Afrique occidentale française, Afrique équatoriale française, Côte française des Somalis, Madagascar et dépendances, Comores, Nouvelle-Calédonie et dépendances, Etablissements français de l'Océanie, Saint-Pierre et Miquelon, territoires sous tutelle du Cameroun et du Togo.

ART. 2. — Le président du conseil des ministres et le ministre de la France d'outre-mer sont chargés,

chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 13 septembre 1956.

René CORTY.

Par le Président de la République :
Le président du conseil des ministres,
Guy MOLLET.

Le Ministre de la France d'Outre-Mer,
Gaston DEFFERRE.

ACTES DU HAUT COMMISSARIAT DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE AU TOGO

ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

Libération conditionnelle

Par arrêté du Haut Commissaire de la République Française au Togo :

N° 803-56/SG. du :

30 novembre 1956. — Le bénéfice de la libération conditionnelle est accordé aux nommés :

1° — Goukpanian Koffi, détenu à la prison civile de Bassari (Cercle dudit); né vers 1933 à Abomey (Dahomey), fils de feu Goukpanian et de Yawo, cultivateur demeurant à Palimé, condamné pour vol à deux ans de prison et cinq ans d'interdiction de séjour, par le Tribunal Correctionnel de Lomé;

2° — Aloïso Agboghossou, détenu à la prison civile de Mango (Cercle dudit), né vers 1915 à Akla-kou (Cercle d'Anécho), fils de Aloïso et de Atoïssé, demeurant à Lomé, condamné pour meurtre à dix ans de Travaux Forcés, par l'arrêt de la Cour d'Assises du Togo.

La résidence sur tout le Territoire du Togo est interdite au détenu Goukpanian Koffi. Il doit se retirer, après sa libération conditionnelle, à Abomey (Dahomey) son pays d'origine.

La résidence obligatoire dans le Cercle d'Anécho est assignée, jusqu'à l'expiration de sa peine de prison à laquelle il avait été condamné au détenu Aloïso Agboghossou.

L'intéressé ne pourra quitter sa résidence obligatoire que sur autorisation spéciale de son Commandant de Cercle.

AVIS, COMMUNICATIONS ET INFORMATIONS

Concours

Par arrêté du ministre de la FOM en date du 27 août 1956.

Les épreuves d'admissibilité du concours professionnel pour l'accès au grade d'ingénieur adjoint

des travaux publics de la France d'outre-mer et les épreuves de la première partie du concours professionnel normal pour l'accès au grade d'ingénieur principal de la France d'outre-mer s'ouvriront au mois de mai 1957.

Les épreuves d'admission du concours professionnel d'adjoint technique des travaux publics de la France d'outre-mer s'ouvriront au mois de juin 1957.

Les dates exactes du commencement des épreuves et les villes où elles seront subies seront portées, en temps utile, à la connaissance des candidats.

Les demandes d'autorisation à prendre part à ces concours devront être accompagnées des pièces réglementaires ainsi que de l'engagement d'accepter un poste dans un service quelconque des travaux publics des territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer.

Elles devront parvenir avant le 1^{er} janvier 1957 :

1^o Au siège de la préfecture du département de résidence des candidats pour les candidats résidant en France métropolitaine ou en Afrique du Nord ;

2^o Au siège du haut commissariat ou du gouvernement pour les candidats résidant dans un territoire d'outre-mer.

Il est également ouvert un concours professionnel « à forme thèse » pour l'accès au grade d'ingénieur principal.

Les ingénieurs des travaux publics réunissant les conditions exigées pour être inscrits à ce concours devront adresser au ministre de la France d'outre-mer leur demande d'autorisation à prendre part à ce concours, accompagnée des pièces réglementaires ainsi que de l'engagement d'accepter un poste dans un service quelconque des travaux publics des territoires relevant du ministre de la France d'outre-mer.

Ces demandes devront parvenir avant le 1^{er} janvier 1957 :

1^o Au ministère de la France d'outre-mer (Inspection générale des travaux publics) pour les ingénieurs des travaux publics de la France d'outre-mer en congé ou en service en France métropolitaine ou en Afrique du Nord ;

2^o Au siège du haut commissariat ou du gouvernement pour les ingénieurs des travaux publics en service dans un territoire de la France d'outre-mer.

La date des épreuves orales du concours « à forme thèse » sera celle qui sera fixée pour l'ouverture des épreuves orales de la deuxième partie du concours normal.

Le nombre de places mises au concours est fixé comme suit :

1^o Concours professionnel d'ingénieur principal :
Normal 3

A forme thèse 2

2^o Concours professionnel d'ingénieur adjoint 8

3^o Concours professionnel d'adjoint technique 8

Les ingénieurs adjts. stag. des travaux publics de la France d'outre-mer qui désirent subir au concours de

la session 1957 l'examen probatoire prévu à l'article 16 décret du 30 mai 1949, en vue de leur titularisation dans le cadre général des travaux publics de la France d'outre-mer, doivent en faire la demande au ministre, accompagnée des pièces réglementaires.

Ces demandes devront parvenir avant le 1^{er} janvier 1957 au siège du haut commissariat ou du gouvernement du territoire d'outre-mer où les candidats sont en service.

La date des épreuves de l'examen probatoire sera celle qui sera fixée pour l'ouverture des épreuves du concours professionnel d'ingénieur adjoint des travaux publics.

Par arrêté du ministre de la FOM en date du 27 août 1956.

Les épreuves d'admissibilité du concours direct pour le recrutement d'ingénieurs adjoints de la France d'outre-mer s'ouvriront au mois de mai 1957.

Les épreuves du concours direct pour le recrutement d'adjoints techniques des travaux publics de la France d'outre-mer s'ouvriront au mois de juin 1957.

Les dates exactes du commencement des épreuves et les villes où elles seront subies seront portées, en temps utile, à la connaissance des candidats.

Les demandes d'autorisation à prendre part à ces concours devront être accompagnées des pièces réglementaires ainsi que de l'engagement d'accepter un poste dans un service quelconque des travaux publics des territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer.

Elles devront parvenir avant le 1^{er} janvier 1957 :

1^o Au siège de la préfecture du département de résidence des candidats pour les candidats résidant en France métropolitaine ou en Afrique du Nord :

2^o Au siège du haut commissariat ou du gouvernement pour les candidats résidant dans un territoire d'outre-mer.

Le nombre de places mises aux concours est fixé comme suit :

1^o Concours direct d'ingénieur adjoint . . . 25

2^o Concours direct d'adjoint technique . . . 15

RÉCÉPISSÉ DE DÉCLARATION

Titre de l'Association : « ALLIANCE BOXING CLUB »

But : Pratique de la boxe et de l'éducation physique

Siège Social : Lomé (Togo)

Pièces Annexées : Statuts

Titre de l'Association : « AMOU-OBLO-KOTOKO »

Objet : Pratique de l'athlétisme, sports collectifs.

Siège Social : Amou-Oblo.

Pièces Annexées : Statuts.

DOMAINES

Avis de Bornage

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

Le jeudi 14 février 1957, à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, Cercle de Lomé, consistant en un terrain urbain bâti ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 3 ares 69 cas, et borné à l'Est, à l'Ouest et au Sud par Shalley-Agbeko et au Nord par rue Chemin de fer, dont l'immatriculation a été demandée par la dame Annah Adjiani Shalley-Agbeko, Revendeuse à Lomé, suivant réquisition du 21 août 1956, n° 2903.

Le jeudi 14 février 1957, à 9 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé-Ahobokomé, Cercle de Lomé, consistant en un terrain urbain bâti ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 1 are 93 cas, connu sous le nom de quartier n° 6 et borné au Nord par Héritiers Domingo François, à l'Est par Lucie Datsé, au Sud par Rue de Bè et à l'Ouest par Nicolas Foli, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Boniface T. Dovi, Agent d'Affaires Géomètre et Dessinateur à Lomé, mandataire de la dame Maria Ahugba Alsu Kplaka, Revendeuse à Lomé, suivant réquisition du 21 août 1956, n° 2.904.

Le vendredi 15 février 1957, à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, quartier n° 1 bis, Cercle de Lomé, consistant en un terrain urbain non bâti ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 5 ares 53 cas, connu sous le nom de Plantation d'Olympio et borné à l'Ouest, au Sud et à l'Est par Priscilla de Meideros et au Nord par Rue Daté Mensah, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Akakpossa Gnakpenou, Propriétaire à Lomé, suivant réquisition du 21 août 1956, n° 2.905.

Le lundi 18 février 1957, à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé-Tokoin (Apéyéme), Cercle de Lomé, consistant en un terrain rural non bâti ayant la forme d'un triangle irrégulier, d'une contenance de 4 ares 43 cas, connu sous le nom de Tokoin (Apéyéme) et borné à l'Est par Agbétisafan Timothy Anthony, au Nord par Sédjro Légba, au Sud par la Route Circulaire et à l'Ouest par Apédo Amédikou, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Boniface T. Dovi, Agent d'Affaires Géomètre et Dessinateur à Lomé, suivant réquisition du 22 août 1956, n° 2.906.

Le lundi 18 février 1957, à 9 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, Cercle de Lomé, consistant en un terrain rural non bâti ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 13 ares 77 cas, connu sous le nom de Tokoin (Apéyéme) et borné au Nord et à l'Est par des Héritiers Assou Djogowou au Sud par Nudjikpon Djanta et Atiangbégnon et à l'Ouest par Afangbédji Klouvi et Apédo Amédikou, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Boniface T. Dovi, Agent d'Affaires Géomètre et Dessinateur à Lomé, suivant réquisition du 22 août 1956, n° 2.907.

Le lundi 18 février 1957, à 10 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé-Tokoin, Cercle de Lomé, consistant en un terrain rural non bâti ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 26 ares 2 cas, connu sous le nom de Lomé-Tokoin (Apéyéme) et borné au Nord par Apédo Amédikou et Héritiers Assou Djogowou, à l'Est par B.T. Dovi, au Sud par Stanislas D. Dosséwou et Améto Assou et à l'Ouest par Héritiers Akakpo Azjangbédé, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Boniface T. Dovi, Agent d'Affaires Géomètre et Dessinateur à Lomé, mandataire de la Collectivité Klouvi, suivant réquisition du 22 août 1956, n° 2.908.

Le mardi 19 février 1957, à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé-Tokoin, Cercle de Lomé, consistant en un terrain rural non bâti en forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 27 ares 22 cas, connu sous le nom d'Apéyéme et borné au Nord par Assou Djogowou et Ahiawonou Agbantéti, à l'Est par Tossou Kapé et Tossou Sévou, au Sud par Pierre Nicolas, Ben Sékou et Agbétisafan et à l'Ouest par Afangbédji Amékudji, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Boniface T. Dovi, Agent d'Affaires et Dessinateur à Lomé, mandataire du sieur Numatékpoh Améto, Cultivateur à Lomé, suivant réquisition du 22 août 1956, n° 2.909.

Le mardi 19 février 1957, à 9 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé-Tokoin, Cercle de Lomé, consistant en un terrain rural non bâti ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 25 ares 11 cas, connu sous le nom de Lomé-Tokoin et borné au Nord par Assou Djogowou, à l'Est par Numatékpoh Améto, au Sud par Ben Sékou et à l'Ouest par Aziangbégnon Koudédji, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Boniface T. Dovi, Agent d'Affaires Géomètre et Dessinateur à Lomé, mandataire Amékoudji, suivant réquisition du 22 août 1956, n° 2.910.

Le mardi 19 février 1957, à 10 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble

situé à Lomé, Cercle de Lomé, consistant en un terrain rural non bâti en forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 21 ares 15 cas, connu sous le nom d'Apéyéme et borné au Nord par Héritiers Assou Djogowou, à l'Est par Afangbédji Amékudji, à l'Ouest par Ndjikpoh Djantah et au Sud par Afangbédji Klouvi, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Boniface T. Dovi, Agent d'Affaires Géomètre et Dessinateur à Lomé, mandataire du sieur Ahiangbégnon Koudédji, Cultivateur à Lomé, suivant réquisition du 22 août 1956, n° 2.911.

Le mardi 19 février 1957, à 11 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé-Tokoin, Cercle de Lomé, consistant en un terrain rural non bâti ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 29 ares 54 cas, connu sous le nom de Lomé-Tokoin (Apéyéme) et borné au Nord par B.T. Dovi, à l'Est par Ahiangbégnon Koudédji, au Sud par Stanislas D. Desséwou et à l'Ouest par Améto Assou, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Boniface T. Dovi, Agent d'Affaires Géomètre et Dessinateur à Lomé, mandataire de la Collectivité Hunkpè Djantah, suivant réquisition du 22 août 1956, n° 2.912.

Le mercredi 20 février 1957, à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé (Tokoin), Cercle de Lomé, consistant en un terrain rural non bâti en forme de quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 24 ares 99 cas, connu sous le nom d'Apéyéme et borné au Nord par Afangbédji et B. T. Dovi, à l'Est par Ndjikpor Djantah, au Sud et à l'Ouest par Stanislas D. Desséwou, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Boniface T. Dovi, Agent d'Affaires Géomètre et Dessinateur à Lomé, mandataire de la Collectivité Assou, suivant réquisition du 22 août 1956, n° 2.913.

Le mercredi 20 février 1957, à 9 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé (Tokoin), Cercle de Lomé, consistant en un terrain rural non bâti ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 23 ares 66 cas, connu sous le nom de Lomé-Tokoin (Apéyéme) et borné au Nord et à l'Est par Stanislas D. Desséwou, au Sud par Afatchao-kopé et Christophe Kouglénou et à l'Ouest par Adakpo Ahiangbédé, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Boniface T. Dovi, Agent d'Affaires Géomètre et Dessinateur à Lomé, mandataire de la Collectivité Nouwodou, suivant réquisition du 22 août 1956, n° 2.914.

Le mercredi 20 février 1957, à 10 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, Cercle de Lomé, consistant en un terrain rural non bâti en forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 74 ares 14 cas, connu

sous le nom d'Apéyéme et borné au Nord par Afangbédji Klouvi, à l'Est par Améto Assou, Ndjikpoh Djantah et Héritiers Afangbédji, au Sud par Christophe Kouglénou, Simon Kouglénou et Mathias Djidonou Amouzou et à l'Ouest par Akakpo Ahiangbédé, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Boniface T. Dovi, Agent d'Affaires Géomètre et Dessinateur à Lomé, mandataire de la Collectivité Dabla, suivant réquisition du 22 août 1956, n° 2.915.

Le jeudi 21 février 1957, à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé-Tokoin, Cercle de Lomé, consistant en un terrain rural non bâti ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 41 ares 02 cas, connu sous le nom d'Apéyéme et borné au Nord par Nmatékpoh Améto, à l'Est par Tossou Sévon, au Sud par lagune et à l'Ouest par Agbetsiafan Nicolas Pierre, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Boniface T. Dovi, Agent d'Affaires Géomètre Dessinateur à Lomé, mandataire du sieur Ben Sékou, Propriétaire à Lomé, suivant réquisition du 22 août 1956, n° 2.916.

Le jeudi 21 février 1957, à 9 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé-Tokoin, Cercle de Lomé, consistant en un terrain rural non bâti ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 34 ares 14 cas, connu sous le nom de Lomé-Tokoin (Apéyéme) et borné au Nord par Afangbédji Amékudji et Numatékpoh, à l'Est par Ben Sékou vers Tossoukopé, au Sud par lagune et à l'Ouest par Djidonou Amouzou Mathias et Afangbédji Klouvi dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Boniface T. Dovi, Agent d'Affaires Géomètre Dessinateur à Lomé, mandataire des sieurs Pierre et Jean Nicolas Agbetsiafan à Lomé, suivant réquisition du 22 août 1956, n° 2.917.

Le jeudi 21 février 1957, à 10 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé-Tokoin, Cercle de Lomé, consistant en un terrain rural non bâti ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 34 ares 15 cas, connu sous le nom de Lomé-Tokoin (Apéyéme) et borné au Nord par Stanislas D. Desséwou et Afangbédji Klouvi, à l'Est par Pierre Nicolas Agbetsiafan, au Sud par lagune et à l'Ouest par Simon Kouglénou, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Boniface T. Dovi, Agent d'Affaires Géomètre et Dessinateur à Lomé, mandataire du sieur Mathias Djidonou Amouzou, Cultivateur à Lomé, suivant réquisition du 22 août 1956, n° 2.918.

Le jeudi 21 février 1957, à 11 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé-Tokoin, Cercle de Lomé, consistant en un terrain rural non bâti ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 27 ares 40 cas, connu sous le nom de Lomé-Tokoin (Apéyéme) et borné

au Nord par Ayagbégnou Koudédji et Afangbédji Amékudji, à l'Est par Nicolas Pierre Agbetsiafan, au Sud par Mathias Djidonou Amouzou et à l'Ouest par Stanislas D. Dosséwou, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Boniface T. Dovi, Agent d'Affaires Géomètre et Dessinateur à Lomé, mandataire de la Collectivité Khouvi, suivant réquisition du 22 août 1956. n° 2.919.

Expansion des Grands Laboratoires Français en Afrique

"LABOREX"

Société Anonyme au capital de 60.000.000 francs C.F.A.
Siège Social à Dakar (Sénégal)
R.C. DAKAR N° 4295 B

I. — 12 octobre 1956 — Traité de fusion.

Aux termes d'un acte sous seings privés en date à Paris du 12 octobre 1956, enregistré à Dakar II F° 71 Ce 1324 le 26 novembre 1956.

La « Société Tropicale de Droguerie », Société anonyme au capital de 24.000.000 francs C.F.A., dont le Siège social est à Douala (Cameroun) a fait apport à la « Société expansion des grands Laboratoires Français en Afrique « Laborex », Société anonyme au capital de 60.000.000 francs C.F.A., dont le Siège social est à Dakar (Sénégal), en vue de la fusion de ces deux Sociétés au moyen de l'absorption de la première par la seconde, de la totalité de son actif sans exception ni réserve.

La désignation de l'actif ainsi apporté a été établie selon la consistance des divers éléments se composant, telle qu'elle est résumée au bilan social dressé à la date du 31 décembre 1955.

A. — BIENS APPORTES PAR LA SOCIÉTÉ TROPICALE DE DROGUERIE.

1 — L'établissement commercial exploité à Dakar, immatriculé au Registre du Commerce à Dakar sous le numéro 4350-B et au Registre du Commerce de Douala sous le numéro 447, et comprenant :

a) le nonu commercial, la clientèle, l'achalandage y attachés.

le droit, pour le temps qui en reste à courir, aux baux des lieux où il est exploité.

le tout évalué à la somme de Fr. CFA trois millions cent treize mille huit cent cinquante huit

ci 3.113.858

b) le matériel, les installations, agencements et mobilier servant à son exploitation, évalués à Fr. CFA : trois millions trois cent soixante dix huit mille quatre cent quatre vingt trois

ci 3.378.483

c) les approvisionnements constituant les stocks de l'exploitation, évalués à Fr. CFA : trente quatre millions six cent cinquante et un mille deux cent quatre vingt neuf

ci 34.651.289

d) les créances commerciales représentant Fr. CFA : trente sept millions sept cent mille trois cent soixante treize

ci 37.702.373

e) les espèces en caisse et en banque représentant : trois millions sept cent quarante cinq mille six cent quatre vingt douze Fr. CFA

ci 3.745.692

Total de l'actif apporté : quatre vingt deux millions cinq cent quatre vingt onze mille six cent quatre vingt quinze

ci 82.591.695

B. — ENTREE EN JOUISSANCE

Il a été stipulé :

que la Société Laborex serait propriétaire des biens apportés, à compter du jour de la réalisation définitive de l'augmentation de son capital comme conséquence de la fusion,

mais qu'elle en aurait la jouissance à compter rétroactivement du 1^{er} janvier 1956, de manière que toutes les opérations actives ou passives faites depuis cette date soient considérées comme ayant été effectuées pour le compte de la Société Laborex.

C. — PRISE EN CHARGE DU PASSIF

Les apports qui précèdent ont été consentis sous diverses charges et conditions, notamment :

1^o. L'obligation et la charge pour la Société Laborex d'acquitter aux lieu et place de la Société Tropicale de Droguerie tout son passif social s'élevant au 31 décembre 1955 à Fr. CFA : 53.556.775, ainsi que le dividende statutaire afférent à la distribution des bénéfices de l'exercice 1955 de la Société Tropicale de Droguerie, soit Fr. CFA : 1.440.000 et les frais et charges occasionnés par la dissolution de la Société Tropicale de Droguerie.

2^o. L'attribution à la Société Tropicale de Droguerie, en représentation de son apport de 10.560 actions nominatives de 1.000 Frs. CFA chacune, entièrement libérées, jouissance 1^{er} janvier 1956, de la Société Laborex à créer à titre d'augmentation de capital de cette dernière Société et à répartir entre les actionnaires de la Société Tropicale de Droguerie, à raison de 11 actions de la Société Laborex pour 25 actions de la Société Tropicale de Droguerie.

D. — CONDITIONS SUSPENSIVES

Les apports ne devaient devenir définitifs qu'après :

1^o. que l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la Société Tropicale de Droguerie ait approuvé ledit acte et décidé, en conséquence, la dissolution de cette Société.

2^o. qu'une première Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la Société Laborex ait notamment accepté provisoirement lesdits apports et décidé l'augmentation de capital en résultant, nommé un commissaire chargé d'apprécier la valeur desdits apports, les attributions faites en représentation et la cause de tous les avantages particuliers pouvant

en résulter et de faire un rapport à une deuxième assemblée.

3°. Et qu'une deuxième Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la Société Laborex ait statué dans les conditions légales sur lesdits apports, attributions et avantages et rendu définitives l'augmentation de capital de ladite Société ainsi que toutes les décisions de la première Assemblée.

4°. que les conditions qui précèdent aient été réalisées avant le 31 décembre 1956.

II. — 14 novembre 1956

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DE LA SOCIETE TROPICALE DE DROGUERIE.

Aux termes d'une délibération en date à Courbevoie (Seine) du 14 novembre 1956, l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la Société Tropicale de Droguerie a :

approuvé l'apport consenti par elle aux conditions stipulées au traité d'apport-fusion.

décidé que, par le seul fait de la réalisation définitive de la fusion, la Société serait de plein droit dissoute par anticipation.

et en vue de contrôler l'acquit régulier du passif pris en charge par Laborex, nommé comme commissaire, M. Paul Camboulives, demeurant à Courbevoie (Seine), 9 Square Watteau, dont les fonctions débiteront au jour de la réalisation définitive de la fusion pour prendre fin au jour où la Société Laborex lui aura justifié de l'entiers acquit du passif susvisé.

III. — 14 novembre 1956

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DE LA SOCIETE « LABOREX »

Aux termes d'une délibération en date à Paris du 14 novembre 1956, l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la Société Laborex a notamment :

approuvé, aux conditions stipulées, l'acte d'apport-fusion et approuvé les accords stipulés audit acte, mais sous réserve de son approbation définitive par l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la Société après vérification, conformément à la loi.

décidé, sous les mêmes réserves, la création de 10.560 actions nouvelles d'une valeur nominale de 1.000 francs CFA chacune, entièrement libérées, jouissance du 1^{er} janvier 1956, représentant une augmentation de capital de 10.560.000 Fr. CFA, pour être réparties entre les actionnaires de la Société Tropicale de Droguerie.

décidé de porter la différence entre la valeur nette des biens apportés au titre de la fusion et le montant nominal des nouvelles actions rémunérant ces apports, à un fonds spécial de réserves dénommé prime de fusion sur lequel porteront les droits des actionnaires anciens et nouveaux et qui pourra recevoir toute affectation décidée par l'Assemblée Générale.

nommé Monsieur Paul Camboulives, demeurant à Courbevoie (Seine), Square Watteau, n° 9, commissaire chargé de vérifier et d'apprécier les apports consentis à la Société Laborex à titre de fusion.

sous la condition suspensive de la vérification et de l'approbation des apports consentis à la Société, modifié l'article 6 des statuts de la manière suivante :

Article 6. — Apports.

IV. (A.G.E. 14 novembre 1956)

« La Société Tropicale de Droguerie a fait apport à Laborex, par voie d'absorption, à titre de fusion, de l'intégralité de son actif au 31 décembre 1955, moyennant la prise en charge par Laborex du passif de la Société apporteuse à cette même date du 31 décembre 1955. »

IV¹ — 17 novembre 1956

RAPPORT DU COMMISSAIRE VERIFICATEUR

Monsieur Comboulives a établi le 17 novembre 1956 son rapport, lequel tend à l'approbation pure et simple des apports consentis à titre de fusion à la Société Laborex de leur rémunération et des avantages particuliers en résultant.

V. — 7 décembre 1956

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DE LA SOCIETE LABOREX

Aux termes d'une délibération en date à Paris du 7 décembre 1956, l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la Société Laborex a :

adopté les conclusions du rapport du Commissaire-vérificateur et approuvé définitivement les apports faits à titre de fusion par la Société Tropicale de Droguerie à la Société Laborex, aux termes de l'acte sous seings privés du 12 octobre 1956 que les charges et avantages particuliers stipulés en représentation de ces apports,

donné quitus au Commissaire-vérificateur,

constaté la réalisation définitive de l'augmentation de capital portant celui-ci de 60.000.000 francs C.F.A. à 70.560.000 francs C.F.A.,

constaté la réalisation définitive de la modification apportée à l'article 6 des Statuts, en y ajoutant la mention suivante :

« de ce fait, le capital social est fixé à Fr. CFA 70.560.000 et divisé en 70.560 actions de Fr. CFA. 1.000 nominal chacune, entièrement libérées, numérotées de 1 à 70.560 dont 10.560 représentant l'augmentation de capital réalisée définitivement le 7 décembre 1956, par voie d'absorption de la Société Tropicale de Droguerie. »

procédé au changement de la dénomination de la Société et modifié, en conséquence, comme suit, l'article 3 des statuts :

Article 3 — Dénomination

« La Société sera dénommée : Société Tropicale de distribution de produits pharmaceutiques « Laborex. »

Dépôt

Deux originaux enregistrés de l'acte d'apport-fusion du 12 octobre 1956 et de ses annexes (titre 1).

Deux originaux enregistrés du procès-verbal de la délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire de la Société Tropicale de Droguerie du 14 novembre 1956 (Titre II).

Deux originaux enregistrés du procès-verbal de la délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire de la Société Laborex du 14 novembre 1956 (Titre IV).

Deux originaux enregistrés du procès-verbal de la délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire de la Société Laborex du 7 décembre 1956, comportant en annexe le rapport du Commissaire-vérificateur du 17 novembre 1956 (Titre V).

Ont été déposés aux Greffes des Tribunaux de Commerce de :

Dakar, le 28 décembre 1956,

Bamako, le 2 janvier 1957,

Abidjan, le 2 janvier 1957,

Lomé, le 2 janvier 1957,

Douala, le 2 janvier 1957,

Pointe-Noire, le 2 janvier 1957.

Pour extrait et mention :

Le Conseil d'Administration.

Entreprise de Routes, Travaux et Terrassements

« ROUTTER »

Société à Responsabilité Limitée

au Capital de 3.000.000 francs C.F.A.

Siège social: BÈ (Cercle de Lomé-Togo)

CONSTITUTION DE SOCIÉTÉ

Suivant acte sous seing privé en date à Lomé du 12 décembre 1956, déposé en l'Etude Notariale de Lomé, le 29 décembre, il a été formé entre :

MM. Lavigne André, Ingénieur à Cotonou (Dahomey)
Artigueberre Marc, Entrepreneur de Travaux à Cotonou

Legrand Vital, Industriel à Caudéran (Gironde)

Raynal Séverin, Administrateur de Société à Paris une Société à Responsabilité Limitée ayant pour objet l'entreprise de Travaux Publics et particuliers, la construction et l'entretien de routes, le bâtiment, les adductions d'eau la préparation des produits routiers, spéciaux, l'exploitation de carrières, l'établissement de projets et d'études divers, l'achat, la vente de tous produits fabriqués, l'achat, la location de tous immeubles et toutes opérations se rattachant directement aux objets de la Société.

La Société est dénommée : « Entreprise de Routes, Travaux et Terrassements — Router »

Le siège social est à Bè (Cercle de Lomé-Togo)

La durée du pacte est de neuf années à compter du 12 décembre 1956

Les associés ont apportés, savoir :

M. Lavigne : L'autorisation exclusive pour le Togo de l'exploitation des procédés, formules et brevets Christophe, apport évalué d'un commun accord à 1.000.000 frs C.F.A. 1.000.000

M. Artigueberre : en numéraires 300.000

M. Legrand : en numéraires 750.000

M. Raynal : en numéraires : 950.000

soit un Capital Social de 3.000.000 francs C.F.A. divisé, en trois mille parts de mille francs chacune entièrement libérées et réparties au prorata des apports respectifs.

M. André Lavigne est nommé Gérant statutaire; il a la signature sociale avec tous les pouvoirs pour agir au nom de la Société en toutes circonstances sans avoir besoin d'être muni de pouvoirs spéciaux. Il pourra constituer, sous sa responsabilité, des mandataires pour un ou plusieurs objets déterminés se rattachant à l'objet de la Société.

La cession de parts aux tiers étrangers n'est valable que du consentement de la majorité des associés.

L'année sociale commence le 1/7 et finit le 30 juin.

Deux originaux dudit acte ont été déposés au Greffe du Tribunal de Commerce de Lomé le cinq janvier 1957.

Pour extrait et insertion,

A. LAVIGNE.

AVIS DE PERTE

Conformément à l'article 99 du décret du 24 juillet 1906, avis est donné au public de la perte du Titre Foncier n° 676 du Territoire du Togo, appartenant à Mme. Désirée Dédévi Plontou.

Pour deuxième insertion.

Avis est donné au public de la perte de la copie du titre foncier n° 211 de Lomé, appartenant au feu Alfred Q. Amekugee.

Pour deuxième insertion conformément à l'article 99 du décret du 24 juillet 1906.

Pour première insertion

C. F. FABRE & C^{ie}

Société Anonyme au Capital de 40.000.000 de francs

Siège Social, 93 Rue Paradis-Marseille

Transféré à Cotonou — (Dahomey)

Par délibération du 5 juillet mil neuf cent cinquante six, dont une copie du Procès-verbal est enregistrée à Marseille sous seing privé le vingt-six juillet mil neuf cent cinquante six — Volume 758 A, N° 1.265; bordereau 155, case 167.

Les actionnaires de la Société Anonyme C.F. FABRE & C^{ie}, au capital de quarante millions de francs, réunis en Assemblée générale extraordinaire, ont décidé :

— La continuation de la Société en exécution de l'article 37 des statuts.

— Le transfert du Siège Social à Cotonou (Dahomey).

— La modification des articles 1 — 2 — 4 — 6 — 7 — 21 — 24 — 29 — 31 — 32 — 33 — 35 — 37 — et 53 — des statuts.

Deux exemplaires de la dite délibération ont été déposés au greffe du tribunal de première instance de Lomé le dix octobre 1956

Pour extrait et mention :

Le conseil d'Administration.

Etude Notariale à Lomé (Togo)

Cession de Fonds de Commerce

Suivant acte reçu en l'Etude le 2 novembre 1956 enregistré à Lomé le 6 novembre 1956, Folio 5^{er} n° 3.018

M. Henri Basso et Mme M. Goudail, veuve de A. Xoual ont cédé et vendu :

à M. et Mme Roger Souper;

un fonds de boulangerie-pâtisserie, exploité à Lomé Rue Colonel Marroix N° 2 avec les éléments corporels et incorporels (clientèle, achalandage, droit au bail, matériel servant à l'exploitation du fonds).

Entrée en jouissance au 3 novembre 1956.

Les parties font élection de domicile au lieu de l'exploitation du fonds de Commerce où les créanciers des vendeurs devront, pour la conservation de leurs droits, faire opposition au paiement du prix dans le délai d'un mois de la présente insertion à peine de forclusion.

La présente insertion reproduit celle parue ce même jour dans « Le Togo Républicain », renouvelant elle-même celle parue dans le dit journal le 21 novembre 1956.

Pour insertion

Le Greffier-Notaire

FILIBECKI.